IMT Nuremberg Archives

H – 440

International Court of Justice

111
~~107~~
2
C

H0440 - 0002

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL

oooooooooo

NUREMBERG le 22 NOVEMBRE I945

I0 h

LORD JUSTICE LAWRENCE Avant que le ministère public des Etats-Unis présente le chef d'accusation n° 1, le Tribunal demande à annoncer la décision prise sur la demande faite par l'avocat de l'accusé Julius Streicher que son client soit examiné : il a été examiné par trois médecins experts et leur rapport médical a été soumis au Tribunal et pris en considération.

La décision du Tribunal est la suivante :

I° - L'accusé Julius Streicher est sain d'esprit

2° - L'accusé Julius Streicher est en état de comparaître et de présenter sa défense

3° - Les médecins qui l'ont examiné ont déclaré à l'unanimité qu'il était sain d'esprit et pouvait comprendre la nature de ses actes pendant toute la période comprise dans l'acte d'accusation.

Le Tribunal accepte le compte rendu des experts médicaux et l'inculpation sera maintenue

Je tiens à parler d'une autre question : Le Tribunal a été saisi d'une proposition de l'avocat de Bormann : le Tribunal avait décidé de juger Bormann par contumace conformément à l'article I2 du Statut ; les avocats de Bormann ont demandé que l'accusation contre Bormann soit

H0440 - 0003

remise mais considérant que les règles et les statuts ont été suivis d'une façon stricte jusqu'à présent et que les avocats de Bormann ont eu tout le temps nécessaire pour préparer la défense de l'accusé Bormann, nous ne leur accordons pas ce qu'ils demandent

Je demande au ministère public des Etats-unis d'Amérique de présenter l'évidence du chef d'accusation n° 1

M. STOREY

Plaise au Tribunal : la première chose dont je parlerai sera la méthode employée par le gouvernement des Etats-Unis pour rassembler les témoignages écrits présentés au Tribunal. J'essayerai aussi de démontrer que, lors de l'avance en territoire allemand de l'armée américaine, un expert militaire spécialisé fut attaché à chaque armée et aux formations militaires inférieures ; ses fonctions étaient de se saisir et de préserver les documents renseignant sur l'ennemi, archives, rapports et autres pièces. Des Allemands conservaient des archives exactes et volumineuses et ces pièces furent trouvées dans les quartiers généraux d'armée bâtiments officiels et encore dans d'autres lieux; plus particulièrement pendant la dernière période de la guerre, ces documents furent retrouvés dans des mines de sel ou cachés derrière de fortes cloisons et dans beaucoup d'autres endroits que les Allemands croyaient sûrs.

La correspondance personnelle et le journal de l'accusé Rosemberg, y compris sa correspondance avec le parti nazi, furent retrouvés derrière un double mur dahs un vieux château de la Bavière orientale : les archives de la Luftswaffe qui est l'équivalent du quartier général de l'état-major de l'Air, de notre Air Force, furent retrouvées dans divers endroits des Alpes bavaroises et pour la plupart, ces

H0440 - 0004

archives d'aviation furent rassemblées et collationnées par l'armée à Berchesgaden ; toute l'armée a capturé des caisses d'archives et pour la première fois, tout ce matériel fut immédiatement mis sous garde et rassemblé plus tard dans des centres temporaires de documentation

Le plus souvent, les archives étaient si volumineuses qu'elles furent transportées au Centre de documentation par convois de camions.

Bref, une fois que le territoire conquis fut organisé, des zones d'armée furent déterminées et chaque armée établit un centre permanent de documentation où furent transportées et rassemblées les pièces et archives ; plus tard, tous ces matériaux furent enregistrés et catalogués, ce qui a constitué un long travail. M.Justice Jackson demandait au mois de juin dernier de diriger la centralisation des témoignages documentaires pris sur le continent pour la constitution d'un dossier des Etats-Unis ; des équipes de recherches furent organisées dans nos bureaux sous la direction de M. W. Coogan qui détacha des officiers américains de liaison sachant l'allemand auprès des principaux centres de documentation de l'armée

Ces officiers reçurent la mission de trier la masse des documents saisis, de les analyser et de choisir ceux d'entre eux qui avaient une valeur pour notre dossier ; la quantité;de documents d'archives ennemies ainsi triés se montent à des centaines de tonnes et les pièces sélectionnées furent transmises à Nuremberg

Je soumets au Tribunal comme témoignage écrit une archive datée du I9 novembre I945 annexée à ce projet et où sont décrits les moyens employés pour la saisie, le triage et la remise des documents à Nuremberg ; maintenant que tous les documents ont été triés, je vais vous en lire certains qui vous fixeront : "Le .. novembre I945, moi,

H0440 - 0005

"Major H.COOGAN, officier de l'armée des Etats-Unis d'Amé-
"rique, certifie ce qui suit :

" I° - Le ministère public des Etats-Unis
"en juillet 1945, avait demandé à la division documentaire
"de campagne de recueillir, d'évaluer et de rassembler
"toutes les pièces d'évidence documentaire sur les théâtres
"européens qui pourraient servir à la poursuite des criminels
"de guerre principaux de l'Axe devant le Tribunal militaire
"international

" J'ai été nommé chef de ces recherches
"sur le théâtre des opérations, le 20 juillet 1945 et
"maintenant, je suis chef de la division de documentation
"au bureau du ministère public des Etats-Unis ; j'ai servi
"dans l'armée des Etats-Unis pendant plus de quatre ans
"et je suis un homme de loi de profession. Me basant sur
"mon expérience d'homme de loi et d'officier de l'armée des
"Etats-Unis d'Amérique, je connais comment fonctionne l'armée
"des Etats-Unis pour la saisie et la classification des
"documents ennemis capturés.

" Comme chef de la division de documentation
"j'ai surveillé comment ont été exécutés le classement des
"archives, les traductions et les photographies qui sont
"d'une évidence documentaire pour le ministère public des
"Etats-Unis. Je ne parlerai pas de la section IV ; la branche
"Documenhtation se compose de personnel connaissant à fond
"la langue allemande et son travail était de chercher et de
"choisir des documents ennemis capturés sur le théâtre euro-
"péens donnant des renseignements sur l'accusation des
"grands criminels de guerre de l'Axe

" Les officiers qui sous mes ordres se trou-
"vaient dans différents centres de documentation étaient en-
"voyés en mission individuelle pour trouver des documents
"originaux et quand ceux-ci étaient trouvés, ces officiers

H0440 - 0006

notaient les circonstances dans lesquelles ils les avaient t trouvés et tout renseignement prouvant leur authenticité. Ces documents étaient numérotés. périodiquement, on envoyait ces documents originaux par courrier au ministère public des Etats-Unis et une fois ces documents reçus, ils étaient numérotés et ils étaient envoyés pour analyse à la division de documentation du ministère pubdic des Etats-Unis où l'on réexaminait ces documents pour savoir si oui ou non, on devait les garder pour l'accusation

Cette dernière opération était exécutée par des gens parlant allemand mais appartenant aux Etats-Unis d'Amérique et ces documents étaient ensuite transmis à la salle des documents du bureau du ministère public des Etats-Unis avec une feuille adjointe montrant le titre et la nature du document ; les personnalités qui y sont mentionnées sont d'importance : un matricule était donné à chaque document, puis à chaque groupe de documents afin de simplifier la façon de les retrouver

Les documents ont été numérotés dans cinq séries désignées par les lettres : P, S, L, R, C indiquant les moyens par lesquels on a obtenu ces documents. Dans chaque série, les documents sont placés suivant les numéros et après qu'un document avait été immatriculé, il était remis à une personne parlant allemand pour être résumé et noté suivant les personnes dont il parlait.

En tête, information, heure, origine du document et son importance en regard du jugement, puis le document était renvoyé à la salle des documents et photographié, puis on le plaçait sous enveloppe et on l'enfermait dans des coffres-forts à l'épreuve du feu, dans le fond de la salle des documents ; une des copies-photographies du document était envoyée au traducteur et la pièce d'origine restait toujours dans le coffre-fort

H0440 - 0007

" Un officier est toujours responsable des "documents se trouvant dans ces coffres-forts ; lorsque cet "officier doit s'absenter, les coffres restent fermés et "une garde militaire est placée à la seule porte donnant "accès à la salle des documents. Si les officiers traducteurs "travaillant sur des copies photographiées jugent nécessaire "de consulter le document original, ils le consultent à "l'intérieur de la salle dans un endroit affecté à cet usage

" La seule exception à cette règle "était quelquefois la nécessité de montrer le document aux "accusés ; dans ce cas, le document était remis à un officier "responsable. Tous les documents d'origine sont maintenant "dans les coffres-forts de la salle des documents où ils res- "teront jusqu'à ce que l'accusation ait terminé son rôle dans "le procès ; quelques-uns des documents qui vont servir "d'évidence ont été pris par l'armée anglaise ; le personnel "des Etats-Unis et de l'Angleterre ont travaillé ensemble, "la main dans la main, pour tous ces documents et le même "système pour obtenir une évidence par les documents a été "utilisé par l'armée anglaise par les officiers affectés à la "recherche des crimes de guerre

" Je certifie en ma qualité d'officier "mentionnée ci-dessus que les documents capturés en zone "d'occupation ou d'opérations britanniques qui seront montrés "comme preuves évidentes par le ministère public américain "ont été authentifiés et traduits de la même façon que ceux "dont nous parlons ci-dessus concernant le ministère public "des Etats-Unis

" Enfin, je certifie que toute pièce d'évi- "dence documentaire présentée par le ministère public améri-

H0440 - 0008

"cain, y co pris des documents provenant de l'armée anglai-
"se, ont été établis exactement dans les mêmes conditions
"que ceux pris par les armées anglaises et américaines, ils
"ont été traduits par des traducteurs qualifiés et toutes
"les copies photographiées sont véridiques, ce sont les
"phtographies exactes de l'original et elles ont été convena
"blement rangées et numérotées comme il vous a é té indiqué
"plus haut.
"

Signé : William H.COOGAN Commandant

Quand les documents triés par la méthode ci-dessus décrite, arrivèrent dans mon bureau, ils furent à nouveau examinés et traduits par des traducteurs experts de l'armée américaine et les 4.500 documents ont été choisis et rangés ici et plusieurs centaines viendront ici comme témoignage ; ils ont été photographiés, traduits en anglais, annexés et collationnés.

Le même genre de procédé fut appliqué par l'officier anglais chargés de la branche crimes de guerre pour les documents capturés par l'armée anglaise et les Anglais et Américains ont coopéré de très près dans ce travail et ce, dans le but d'aider le Tribunal. Nous avons établi des instructions écrites concernant chaque opération en citant chaque pièce par son numéro

Les points de droit qui sont soulevés par les Etats-Unis seront également présentés et les instructions et pièces afférentes soutiendront chaque point de l'acte d'accusation qui doit être présenté par le ministère public des Etats-Unis. J'ai ici en main un des documents qui serviront au jugement et il vous sera montré ultérieurement Annexé à chaque instruction se trouve un livre de documentation contenant des copies conformes en langue anglaise de

H0440 - 0009

toutes les pièces mentionnées dans l'instruction. J'ai ici le document qui vous sera soumis en connexion avec l'autre document que je vous ai montré.

De même des copies en langue allemande ont été ou seront fournies aux avocats de la défense au moment où ces pièces seront produites comme preuves. A la fin de la pré - sentation de chaque section de notre réquisitoire par le ministère public, le livre de documents sera déposé en entier comme preuve et en même temps, le lieutenant Barrett déposera entre les mains du greffier les pièces originales sous cette forme.

(M. Storey montre une chemise de dossier : n°, titre

Le lieutenant Barrett déposera entre les mains du greffier ces pièces. et de la même façon, il passera au Tribunal des livres servant de document et ces pièces seront à la disposition autant de l'accusation que de la défense. Des copies de documents seront mis à la disposition de la presse et nous espérons que la méthode habituelle, ordinairement pénible et monotone employée pour le dépôt de preuves documentaires sera rendue plus rapide. Je demanderai à la Cour et à la défense siil existe une objection quelconque à suivre la méthode que j'indique ? S'il n'en existe pas, les Etats-Unis suivront cette méthode pour la présentation de leur documentation.

LORD JUSTICE LAWRENCE

Le Tribunal n'émet aucune objection contre votre proposition

M. STOREY

Puis-je annoncer maintenant ce qui va être présenté ?

LORD JUSTICE LAWRENCE

Si les avocats de la défense ne formulent aucune objection, nous supposons qu'ils sont d'accord d'accep

H0440 - 0010

ter les propositions faites par M. Storey ; merci, messieurs

M. STOREY

La prochaine présentation sera celle des documents sur l'idée commune de conspiration jusqu'en 39 Nous vous montrerons le plan du parti nazi, du gouvernement du Reich avec des explications données par M. Albrech et ceci sera suivi par une présentation de documents concernant d'autres phases de ce plan commun ou de la conspiration jusqu'en 1939, toujours par M. Albrecht

M. ALBRECHT

Plaise au Tribunal : nous allons parler brièvement de certains faits qui peuvent être considérés comme rentrant dans l'accusation et des considérations que l'accusation a trouvé utile de présenter pour mettre en lumière l'évidence qui sera présentée pendant ce jugement en soutien de l' Acte d'Accusation.

Dans l'opinion de l'accusation, quelques explications préliminaires doivent être données concernant le parti du Travail national-socialiste allemand, le N.S.D.A.P., bien que lui-même ne soit pas un des organismes accusés dans ce jugement mais qui représente dans les organisations accusées une de leurs plus importantes formations, c'est-à-dire le corps dirigeant du parti nazi le N.S.D.A.P. (nomenclature allemande

Avec l'autorisation de la Cour, nous proposons comme première documentation un plan exposant la structure de l'organisation des N.S.D.A.P. telle qu'elle existait au moment de son plein développement en mars 1945 Cette carte a été préparée par l'accusation en se basant sur les informations contenues dans une publication importante et bien connue du parti national-socialiste et que les accusés connaissaient certainement bien, nous parlons

H0440 - 0011

du livre traitant de l'organisation du parti Das.....
et le livre annuaire du national-socialisme N....

Le défunt accusé Robert Ley était l'éditeur de ces deux livres qui ont paru en plusieurs éditions et qui furent diffusés en centaines de milliers d'exemplaires au cours de la période où le national-socialisme contrôlait le Reich allemand et le peuple allemand. Le plan que nous allons vous montrer a été certifié conforme par un membre important du parti nazi, c'est-à-dire Franck Schacht le trésorier et par celui qui était chargé de l'administration du parti

Je voudrais vous montrer ce plan (on passe au Tribunal un grand plan dont un agrandissement est accroché au mur) on le passe également aux avocats de la défense et à ceux qui en désirent)

Avant de donner des explications concernant l'organisation du parti du Travail national-socialiste allemand, j'aimerais attirer votre attention sur le fait que le grand plan que vous avez sous les yeux est le même que celui qui est appliqué au mur, il a été reproduit avec les mêmes détails mais il est peut-être moins lisible J'attire votre attention sur les rouages de l'organisation avec laquelle nous devons devenir familiers : cette organisation comprenait des chefs du parti nazi et de jauts fonctionnaires soyez assez aimable pour observer la ligne centrale du plan : nous voyons la ligne horizontale avec le mot : kreisleiter, ceci est la première notion du chef, la notion principale.

De fuhrer naturellement est tout en haut de cette catégorie et si nous suivons la ligne verticale de haut en bas, nous trouvons cinq autres rectangles qu'on peut appeler dans l'ensemble...
qui sont les chefs subalternes du parti , ce sont :

H0440 – 0012

les gauleiters, les kreisleiters, les ortsgruppenleiters, les zellenleiters, les blockleiters. Le f¨uhrer, tout en haut du plan, est le chef unique et suprême de la hiérarchie nazie et son successeur désigné était d'abord l'accusé Hesse, puis l'accusé Göring ; nous vous montrons I6 reichsleiters comprenant collectivement le reichsleiter dirigeant du parti et par leur intermédiaire, la coordination du parti et de l'Etat était assurée.

Chaque reichsleiter, à quelque moment, s'est occupé au moins d'un bureau dans la direction du parti et était aussi à la tête d'autres formations du parti et d'organisations affiliées créées par le parti ou ses agents et ces chefs ont même eu des places dans les ministères. . Le reichsleiter représente s il'on veut l'organisation horizontale du parti, d'après ses fonctions ; tout ce qui contrôlait la vie du parti allemand aboutissait là Chaque bureau du reichsleiter du S.N.D.A.T. avait un travail bien défini qui lui était dicté par le führer, par le chef de la chancellerie du parti

Devant vous, sur le tableau vient immédiatement le führer ; en I945, le chancelier du parti était Martin Bormann et préfédemment, jusqu'à ce qu'il parte en Angleterre, en I941, c'était l'accusé Hesse. C'était dans les attributs du reichsleiter de certifier que le travail était exécuté rapidement et sans interruption de façon que la volonté du führer soit communiquée rapidement et sans déformation aux échelons inférieurs.

Les bureaux du reichzeitung devaient rester en contact constant et très étroit avec la vie du parti par l'intermédiaire d'une subdivision des organisations du parti.....(noms allemands)On avait donné à ces chefs le droit de dominer les êtres humains en partant du fait que le peuple doit ^etre éduqué de façon idéologique

H0440 - 0013

ce qui veut dire d'après la philosophie du national-socialisme. Parmi les reichsleiters qui sont en jugement ici on peut comprendre les noms suivants : si vous voulez suivre le long de la ligne horizontale, nous commencerons par l'extrême gauche et nous verrons le nom .de. Franck A un moment, il était à la tête du bureau légal du parti Il était reichsleiter du Reichs-Hauptamt ; dans la 3 ième case, vous verrez le nom de l'accusé Rosemberg, délégué du führer pour l'instruction et l'éducation idéologiques du parti

Ensuite vous verrez von Schirach, chef de l'éducation de la jeunesse, à côté, le défun Robert Ley et à un moment, chef de l'organisation du parti et chef du Front du travail allemand. Si nous traversons la ligne verticale en allant vers la droite, vous voyez le carré portant le nom Schacht, il était reichsleiter, plus à droite, à l'avant-dernière cas, Frick qui était chef du département du Reicnstag

Les catégories suivantes que nous allons examiner sont des ....., au bas de la ligne verticale, c'était eux qui devaient soutenir la moralité? Dans les subdivisions de l'Etat désignées, c'était eux qui en étaient les chefs ; ces hommes représentaient si l'on veut l'organisation verticale du parti, ils comprenaient tous les gauleiters, il y en avait 42 à l'intérieur du Reich en I945. Un ... était le chef politique de la plus grande subdivision de l' Etat : son devoir était de s'occuper du contrôle politique, culturel et économique , de toute la vie du peuple et de la coordination de la vie des gens avec la philosophie et l'idéologie national-socialiste.

Certains des accusés étaient autrefois des gauleiters du N.S.S.D.A.P.....

H0440-0014

Certains des accusés étaient autrefois des gauleiters du S D A P . L'accusé Stricher qui était gauleiter sont chef lieu était cette ville de Nuremberg. Frank Von Schirach était gauleiter de Vienne et Sauckel était gauleiter de Thuringe.

La catégorie suivante sur le plan était le Kreisleiter, chef politique de la plus grande subdivision d'un gau, ensuite venait l'Orstgruppenleiter chef politique de la plus grande subdivision d'un kreis. Un kreis consistait en plusieurs villes ouvillages ou en une portion d'une grande ville ; n'importe comment, cela comprenait entre 1.500 et 3.000 foyers. Le suivant était le Sellenleiter, chef politique d'un groupe de 4 à 8 blocs de maisons en ville,ou en campagne d'un groupe correspondant. Ensuite vient le Blockleiter, chef politique de 40 à 60 foyers. Chacun de ces chefs politiques était directement responsable à son supérieur hiérarchique le plus proche ; ensuite, dans la hiérarchie nazie, le gauleiter était responsable devant le Fuehrer lui même, le Kresleiter était responsable devant le Gauleiter, le Orstgruppenleiter au Kresileiter et ainsi de suite. Le Fuehrer se réservait lui-même, d'après la philosophie du parti, le droit de nommer tous les chefs. Il nommait lui-même les Reichleiter, tous les Gauleiters, les Kresleiter et tous les chefs politiques jusqu'au niveau des einsleiter, ce qui représentait un très petit grade à l'intérieur du gau. Au point de vue politique, tous ces dignitaires, avec les Reichleistung formaient des groupes tout puissants de chefs par le moyen desquels le parti nazi arrivait à se mêler de la vie des gens. Ils consolidaient le contrôle qu'on avait sur le peuple et l'obligeait à suivre les idées nationales socialistes. Pour leurs besoins, ils avaient de très grands pouvoirs, y compris le droit

H0440 – 0015

de faire appel à n'importe quelle formation du parti pour arriver à leurs fins. Ils pouvaient réquisitionner les services des SA et des SS et aussi ceux des Jeunesses Hitlériennes et des SNKK.

Je voudrais attirer pour l'instant votre attention sur les organisations du parti qui sont tout à fait à gauche du plan. Je voudrais dire que ces organisations étaient mises sur pied à l'origine pour s'accorder avec les bureaux et les régions des Oreintreiker, si vous voulez, plus clairement, des formations des SA correspondant aux organisations intérieures au Gau. Plus tard, il y eut un Kreisleitoung, cela était presque parallèle à l'organisation SS.

Chacun avait un travail déterminé par le Fuhrer. Il pouvait appeler les organisations SS ou SA à son aide pour poursuivre son but. L'application sinistre de cette puissance sera plus apparente à mesure que le jugement se poursuivra et que l'évidence prouvera les crimes de ces organisations dont les inculpés sont accusés. Les organisations qui figurent à l'extrême gauche du plan sont celles dont je viens de vous parler il y a quelques secondes.

Ces organisations formaient le parti lui-même. Presque tous les membres du parti pouvaient être distribués dans ces organisations. Quelquefois on les appelait des organisations paramilitaires, ils avaient alors des uniformes et ils étaient armés.

Ces organisations, c'était : les SA la Jeunesse Hitlérienne, le SNKK, c'était aussi le Corps Motorisé des SS. Il y avait aussi l'organisation Féminine Nationale Socialiste, l'Organisation des Etudiants Nationaux Socialistes Allemands et l'Organisation des Professeurs Nationaux Socialistes. Il y a d'autres organisations qui étaient désignées

H0440 - 0016

officiellement comme faisant partie du Parti. Elles étaient affiliées au Parti. Parmi celles-ci, nous avons le Front du Travail allemand, le D A F , cela s'appelait une organisation qui contrôlait les fonctionnaires. Il y avait aussi des organisations pour les Docteurs, médecins, instituteurs, pour les hommes de loi ; il y avait une organisation nationale socialiste dont l'accusé Frank a été chef à un moment donné.

Il y a un autre groupe d'organisations, connues sous le nom d'organisations réglementées. Elles comprennaient des organisations féminines de travail, sociétés d'Etudiants allemands, d'anciens étudiants. Il y avait aussi une société pour contrôler tous ceux qui s'occupaient d'exercice physique, gymnastique, sports. D'après les désignations que l'on peut donner à ces organisations qui contrôlaient la vie allemande, il y avait une quatrième catégorie, qui est à droite du tableau. Après, nous tombons dans du terrain un peu inconnu, le parti étant plus dynamique que statique. D'après nos informations, les organisations qui tombèrent dans cette catégorie étaient comme le SNFKL pour l'aviation nationale socialiste. Ces organismes ne faisaient plus partie de cette quatrième catégorie.

Je crois qu'avec ces quelques remarques, je vous ai donné un aperçu général de la structure du parti. Avant de partir, j'aimerais vous faire remarquer quelques autres cas où certains des accusés paraissent dans le tableau, tout à fait en haut. A gauche du Fuhrer, vous avez ses successeurs, d'abord Hess, jusqu'en 1941, ensuite l'accusé Goering ; sous le Fuhrer Martin Bormann, chef de la Chancellerie du Reich. Si nous arrivons au niveau du Reichleiter une fois de plus et à la gauche, de l'autre côté de Rosenberg nous trouvons un peu plus bas son nom qui réapparait comme chef d'un bureau à l'é-

H0440 – 0017

chelon inférieur du Bureau des relations internationales du Parti, avec une influence sinistre aux débuts du parti ainsi que nous le montrerons dans les preuves documentaires que nous vous présenterons plus tard.

La case Ley, sur la division horizontale, à l'échelon un peu inférieur. Vous voyez qu'il était chef du Service du Travail allemand. Si nous nous rapprochons de la ligne verticale, en dessous du Reichleitoung à l'échelon inférieur, nous voyons l'accusé Speer au Bureau des Affaires techniques, et en dessous encore dans les affaires techniques.

Avec l'autorisation de la Cour, la poursuite va maintenant considérer la machine gouvernementale de l'Etat allemand. Sur l'organisation du parti nazi, on a besoin d'éclaircissements avant de montrer toutes preuves du plan commun des conspirations.

Si la Cour l'autorise, le Ministère Public demandera de vous présenter un autre tableau montrant la structure du gouvernement du Reich telle qu'elle existait au mois de mars 1945 et aussi le sort des dirigeants du Reich et de l'administration du Reich au cours de ces années. Ce plan a été préparé par l'accusation en se basant sur des documentations de Manuel pour les officiers et le livre annuel national socialiste dont a déjà parlé ; ceux ci étaient publiés par l'accusé Ley. Ce plan a été examiné, préparé, corrigé, certifié par l'accusé Frick. Tout cela d'ailleurs, est reproduit sur la copie que vous avez devant vous. L'accusé Frick, ancien ministre de l'Intérieur, de janvier 1933 au mois d'août 1943, vu la situation qu'il avait occupée et les longs services rendus sous le régimes national socialiste a donné avec justesse les renseignements concernant ce plan. Avec l'autorisation de la Cour, j'aimerais faire quelques remarques concernant ce plan.

H0440 - 0018

D'abord, nous parlerons du Reich, qui est le grand compartiment au milieu de votre plan, directement en dessous d'Hitler. Le Reichlestung est un mot qui ne peut pas être traduit littéralement et qui dit"gouvernement du Reich. Ce mot est un mot artistique et s'applique en collectivité aux ministres formant le cabinet allemand. Le Reich tel qu'il est utilisé dans l'acte ~~xxxxxx~~ d'accusation est déclaré organisation criminalle. Cette organisation comprennait tous les hommes dont le nom figure dans la case centrale. Le cabinet ordinaire, après le 30 janvier 1933, c'est-à-dire, les ministres du Reich avec ~~x~~ ou sans porte feuille et tous autres qui pouvaient prendre part aux discussions du cabinet et aux réunions du cabinet ; cela comprend aussi les membres du conseil des ministres pour la défense du Reich (cela c'est la grande case qui est à la droite de la case centrale) C'étaient les membres du Conseil secret du Cabinet (case à gauche) Von Neurath était le président. Vers la droite, les conseils et les cabinets ministriels qui n'avaient rien à voir avec le Reichsleitung. Après le 30 janvier 1933, lorsqu'Hitler devint Chancelier du Reich, le Reichsreitoung ne resta pas seulement pour être partie exécutive, il eut des fonctions législatives et d'autres. Le gouvernement allemand, développa, sous la domination nazi, le parti national socialiste. Nous devons remarquer ici que des organisations du parti, telles que les SA et les SS et le Reichlestoung avant 1933 ne formaient pas un corps fait pour la prédominance Le Reichtounren était un instrument gouvernemental prévu par la Constitution de Weimar . Sous le régime nazi, le Reich régounren devint un agent principal du parti dont les fonctions durent s'accorder avec les méthodes et les habitudes du Parti.

Le parti, à tous points de vue était un organisme avec Fuhrer (chef politique) Le Fuhrer des conceptions alle-

H0440 – 0019

mandes n'était pas identique. Pour atteindre le peuple allemand, le parti devait passer par les voies officielles de l'Etat. Le Reichsteitoung et les bureaux qui étaient établis étaient les instruments choisis par le moyen desquels les membres du parti administrèrent, formèrent des actes administratifs, prenant en main le peuple allemand tout entier. Pour obtenir ce résultat, le Reichreiktung a été refait complètement par le parti. On peut arppeler ici quelques mesures de police, pour la coordination du mécanisme du parti afin de soumettre le peuple allemand à la volonté du Fuhrer.

Le 30 janvier 1933, jour où Hitler devint Chancelier du Reich, il y avait peu de nationaux socialistes qui étaient membres du ~~parti~~ cabinet, mais la puissance du parti dans le groupe du Reichteitung était importante, le Cabinet avait un nombre toujours croissant de Nazis jusquà ce qu'en janvier 1937, aucune personne qui n'était pas membre du parti ne pouvait rester dans les Reichsteitung. De nouveaux postes furent créés et des Nazis les saisirent ; beaucoup des membres du Cabinet étaient aussi membre du ReichGroup du Parti. Voici quelques exemples : l'accusé Rosenberg ; vous trouverez son nom dans la case centrale, sur la ligne verticale comme Délégué du Fuhrer pour l'idéologie. Il faisait partie du gouvernement en qualité de ministre pour les territoires occupés à l'Est. Si vous me suivez le long de la ligne verticale, vous trouvez à la ligne principale horizontale, suivez à droite, vous trouverez une case marquée pour le ministère des territoires occupés à l'Est, le Chef était l'accusé Rosenberg.

L'accusé Frick, chef de la section Nationale Socialiste du Reichstag était aussi ministre de l'Intérieur. Si vous me suivez sur la ligne du milieu jusqu'à la ligne principale du milieu, vous verrez vous verrez le ministère de l'accusé Frick. . Goebbels, chef de la Propagande était aussi

H0440 - 0020

au Cabinet pour la Propagande. Il est dans la case à côté de celle du ministère de l'intérieur à droite. Après le 25 juillet 1934, la participation du parti au cabinet était tout entière de l'entourage d'Hitler. Par un décret d'Hitler, l'accusé Hess fut investi du pouvoir de commander tous les différents commandements du Reich. Hess avait la direction des ordres de tout le Reich. Nous avons ici des documents ce ces décrets. Après la fuite de Hess en Angleterre, en 1941, l'accusé Bormann lui succèda et prit les mêmes fonctions en main. De plus il avait les pouvoirs d'un ministre du Reich ; il pouvait ainsi ^etre au Cabinet. Le 30 janvier 1937, 4 ans après l'avènement d'Hitler à la Chancellerie, le Fuhrer accepta au sein du parti les derniers quelques membres du Cabinet qui n'avaient pas jusque là fait partie du Parti. Un seul membre du Cabinet eut le courage de refuser d'y entrer. C'était le ministre des Transports et des Postes. Son exemple ne fut pas suivi par l'accusé Von Neurath ni par l'accusé Roeder et l'accusé Schacht n'était pas non plus à ce moment là membre du parti. Je pourrais dire que l'exemple donné ne fut pas suivi par l'accusé Schcht. Ce plan montre beaucoup d'autres cas où des membres du parti, autant aux échelons inférieurs qu'u aux échelons inférieurs, occupaient des places correspondantes dans l'organisation de l'Etat. Prenez Hitler lui-même, Fuhrer des S N D A P et aussi Chancelier du Reich, après la mort de Von Hindenburg en 1934. Prenez Goering, successeur d'Hitler comme Fuhrer des S N D A P, il siège au Cabinet comme Ministre de L'Air de la Lufwatffe, il avait aussi beaucoup d'autres emplois importants, il était commendant en chef de la LUfwatffe c'est à dire de l'aviation allemande et il était délégué pour le plan de 4 ans ; Himmler, Chef des SS, Reich fuhrer des SS était aussi chef de la Police Allemande. L'accusé Frick devint lui-même ministre de l'In-

H0440 - 0021

térieur, après l'attentat contre Hitler le 20 Juin I944
Il devint commandant en chef de l'armée de réserve alleman
de . Vous le voyez en haut, tout à fait à gauche du plan

11h45

H0440 - 0022

L'AUDIENCE EST REPRISE A IIh.45

M.RALPH ALBRECHT .- A gauche en haut du tableau il y a une case qui s'appelle Reischtadt, l'ancien Parlement allemand . Le Reischtadt est présenté d'une curieuse façon , il est conseil du Reich. Sous la République il était le corps suprême législatif du Reich soumis à une surveillance limitée par le Président et par le peuple lui même par voie d'initiative et de referendum . Mettant immédiatement en action leur opposition à toute forme de parlementarisme, les nazis diminuèrent les pouvoirs du Reischtadt en éliminant le Reischrat et en unissant la présidence avec la charge de chancelier occupée par le Führer , les deux fonctions devenant une . Par l'acte du 24 Mars I933 , il fut donné au Cabinet des pouvoirs législatifs illimités, y compris le droit de s'écarter de la Constitution . Puis, ainsi que je l'ai indiqué le Reischtadt fut aboli et par cet acte le pouvoir législatif du Reischtadt fut réduit au minimum . Je dis que son pouvoir fut réduit au minimum parce que le pouvoir de légiférer ne fut jamais retiré au Reischtadt, mais après l'accession des nazis au pouvoir , il ne lui fut jamais permis de travailler en tant que législateur . Le Reichregierung conserva toujours son pouvoir législatif quoique de temps en temps d'autres organismes furent créés, tels que le plénipotentiaire pour l'administration , dans la case en haut à droite du tableau, le plénipotentiaire pour l'économie (au coin à droite du tableau) , le conseil des ministres pour la défense du Reich . C'est la grande case à droite de la ligne verticale .

Ces organismes du Reichregierung reçurent un certain pouvoir législatif . Le développement du Reich en un corps émasculé n'était cependant qu'un pas intermédiaire sur la voie de gouverner par décrets du Führer , ce qui

H0440 – 0023

était le but suprême du parti et un but qu'il atteignit .

Les nazis ensuite déléguèrent une part des pouvoirs du Cabinet du Reich à toutes sortes d'organismes nouvellement créés . J'ai déjà parlé de certains d'entre eux . Les fonctions du Cabinet furent d'abord déléguées au Conseil de défense du Reich . Dès Avril I933 jusqu'en I935 bon nombre de ces services ont reçu des délégations de pouvoir . Ceci est assez nébuleux comme explication parce que nous avons affaire dans beaucoup de cas à des décrets et à des actes qui étaient secrets . Nombre de ces décrets ne furent jamais publiés à temps et souvent même ils ne furent pas publiés du tout et le peuple allemand lui-même en ignorait l'existence . C'est pourquoi je dis que le Conseil de défense du Reich peut avoir été créé deux mois et demi après l'accession d'Hitler au pouvoir et nous croyons que ce corps important dans le gouvernement du Reich ne fut pas créé plus tard que I935, vers le mois de Mai .

Je dis que c'est un corps important qui avait prémédité la guerre . Hitler lui-même le présidait et l'accusé Göring y siégeait . C'était un très grand corps institué pour la guerre qui comprenait beaucoup de membres du Cabinet .

Il y avait aussi un Comité exécutif dont nous ne connaissons pas l'effectif qui était présidé par l'accusé . Il était également composé de membres du Cabinet et de fonctionnaires importants du Reich . Des officiers étaient soumis à son contrôle .

D'autres pouvoirs étaient donnés pour l'administration aux fonctions plénipotentiaires dont j'ai parlé tout à l 'heure . (extrême droite du tableau) Il y avait

H0440 - 0024

l'accusé Frick et plus tard le célèbre Himmler , en qualité de plénipotentiaire pour l'administration avec le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Education, les Affaires du Culte, et le Ministère des Plans spéciaux . D'autres pouvoirs étaient accordés aux délégués pour le plan de Quatre ans .. L'accusé Göring figure à gauche de la ligne centrale .

Il y avait d'autres pouvoirs d'organisation qui malheureusement ne figurent pas sur ce tableau . Le Collège de Prêtres dont le titre devrait figurer au-dessus des trois cases au coin, en haut, à droite .

Il y avait non seulement les plénipotentiaires pour l'administration, mais aussi les plénipotentiaires pour l'économie de guerre . Je crois que le Président de ce groupe était l'accusé Keitel, chef de la Werhmacht . Ses attributions étaient de promulguer les décrets concernant la guerre au Cabinet secret dont von Neurath était président , avec d'autres pouvoirs .

Ce Conseil secret du Cabinet fut créé par un décret du Führer en I938 .

Le Ministère pour la Défense du Reich figure sur la grande case à droite de la ligne verticale . Le Conseil des Ministres pour la Défense du Reich était responsable vis-à-vis du Führer seulement . Ses membres étaient pris parmi les membres du Conseil de Défense du Reich . Il avait le pouvoir de promulguer des décrets ayant force de loi, tant que le Reichregierung n'avait pas légiféré sur ces sujets . On devrait souligner que cette délégation de membres du Cabinet camouflait les décisions importantes du Reichregierung , telles que la préparation de la guerre ou les déclarations secrètes ou semi-secrètes

D'une façon générale, comme je l'ai souligné

H0440 - 0025

le parti national-socialiste réussit à réaliser son plan par le mécanisme de l'Etat et par la forme nouvelle donnée au Reichregierung .

Si Votre Honneur veut bien me le permettre, je crois qu'il serait utile de montrer sur ce plan, le grand nombre d'organismes dans lesquels les accusés apparaissent chargés de fonctions par le Gouvernement du Reich D'abord, le Reichregisrung lui-même . Je regrette de dire qu'il y a ici une omission très importante : c'est le nom du vice-chancelier . Von Papen était vice-chancelier Il est resté au pouvoir jusqu'aux environs de/Juin I934,

Nous pouvons voir également parmi les ministres du Reich des ministres sans portefeuille parmi lesquels nous relevons les noms des accusés, notamment , les ministres d'Etat Franck et von Schirach .

Sur le tableau on voit le Reich cabinet, à gauche le Conseil Supr eme de Cabinet avec certains des accusés délégués au plan de 4 ans ; à l'autre extrémité il y a le Reischtadt avec l'accusé Göring et plus loin Frikzsche, à la droite de la ligne médiane , le Conseil de défense du Reich dont Hitler était le Président . A la Défense du Reich , Conseil pour la défense du pays, nous voyons les noms des ministres de Cabinet , y compris les noms de chefs militaires , notamment l'accusé Raeder et l'accusé Keitel . A droite Schacht , ministre de l'Economie, suivi de Funk/ le maréchal Keitel chef de l'O.K.V. puis encore Funk . Si vous descendez la ligne verticale jusqu'à la ligne horizontale , dans le milieu nous voyons les divers ministères contrôlés par le Reichregierung . A l'extrême gauche et à l'extrême droite des emplois très importants créés à l'instigation du parti . Ces bureaux dépendaient directement du Führer .

H0440 - 0026

Commençons maintenant par la gauche ? Nous voyons l'accusé Seyzz Inquart commissaire pour les Pays Bas . Plus loin nous trouvons le nom de von Neurath Protecteur du Reich pour la Bohême-Moravie . Frick lui succèda . Sous ces noms se trouve celui de l'accusé Frank, Gouverneur général de la Pologne .

A côté de la case de ces administrateurs, dépendant du Président du Reichn il y avait des Comités présidés par Ribbentrop et par von Neurath avant lui .

Changeons de case . Sous la plus petite nous trouvons le nom de von Papel, représentant du Reich en Autriche et plus tard en Turquie . La case suivante horizontale est celle du Ministère de l'Economie, avec d'abord le nom de Schacht, puis celui de Göring et le nom de l'accusé Funk ? La case suivante est celle du ministère de l'Armement et de la Production de guerre, présidé par l'accusé Speer .

En dehors de cette organisation et lui étant subordonnée, l'organisation Todt, avec le nom de l'accusé Speer qui succèda à Todt après sa mort . Deux cases plus loin, le ministère de la Justice . Au bas de la page, l'avant dernière case est celle de l'Académie des lois allemandes, avec pendant quelque temps l'accusé Frank. Verticalement, le ministère de l'Air, dont l'accusé Göring était commandant en chef et à côté le Ministère de l'Intérieur, présidé par Frick .

Nous arrivons maintenant aux Gouverneurs de province . Si ces cases étaient assez détaillées, nous y verrions le nom de Sauckel qui fut Gauleiter et Gouverneur de Thuringe, le nom de von Schirach qui n'était pas seulement Gauleiter de Vienne, mais aussi le représentant de l'Etat, le Gouverneur de Vienne .

Découlant du Ministère de l'Intérieur, vous

H0440 - 0027

trouverez la case consacrée à la police allemande . et la première subdivision apparaissant à la droite, le chef de la police de sécurité ou S.D. , l'accusé Kaltenbrunner

Dans le Ministère de la propagande , vers le milieu en descendant apparait le nom de l'accusé Fritsche qui, de la façon dont se schéma est dessiné , ne semble pas occuper un poste de chef de ministère mais qui en fait avait un rôle très important . Je prie Votre Honneur de prêter attention à ce que je vais dire pour soutenir cette allégation .

A la fin de la ligne horizontale se trouve le ministère pour les territoires occupés de l'Est , le Reich ministerium fur Ostgebiete, dont l'accusé Rosenberg était le chef . A droite de cette case, parmi les organisations immédiatement subordonnées à Hitler en tant que Chancelier il y avait l'office d'Inspecteur général des chemins de fer avec le nom de Speer, l'Inspecteur général pour l'Eau avec Speer, puis l'accusé Göring , le chef de la jeunesse du Reich , l'accusé Schirach , la Commission du Logement avec l'accusé Ley et parmi les organismes qui suivirent le très important organisme de la Reischbank dont l'accusé Schaacht était le président avec Funk . L'Inspecteur pour la capitale du Reich , l'accusé Speer .

Je crois avoir cité tous les accusés qui apparaissent sur ce schéma . Ceux qui sont devant vous participaient soit à une fonction, soit à une autre, souvent à plusieurs en même temps, sauf l'accusé Jodl .

Jodl était le chef d'Etat major de toutes les forces armées , de la Wehrmacht .

Dans les schémas que nous verrons plus tard vous verrez apparaitre la structure des forces armées .

Je voudrais apporter une correction car une erreur m'a été signalée . En analysant les charges du Parti il y avait une petite case à gauche contenant le nom

H0440 - 0028

des successeurs désignés du Führer . J'ai déclaré que Göring succédait à Hess, mais Göring fut toujours le premier successeur désigné par Hitler et Hess venait en second lieu .

Dans l'annexe A de l'Acte d'accusation nous voyons les diverses fonctions occupées dans le Parti , les accusés ont détenu des fonctions gouvernementales pendant la période que nous discutons et nous aimerions donner toutes les preuves établissant que ces postes ont été effectivement occupés par les accusés . Ces preuves consistent en I7 déclarations signées par les accusés eux-mêmes ou par leurs avocats , certifiant qu'ils ont bien occupé ces postes dans le Parti ou dans l'Etat . Quelques unes de ces déclarations ne seront pas aussi complètes que nous le voudrions , nous avons deux déclarations avec des corrections complémentaires . Je désire vous soumettre ces preuves . Elles sont contenues dans deux chartes que j'ai eu l'honneur de déposer devant vous ce matin .

LE PRESIDENT.- Est-ce que le Ministère public des Etats-Unis désire montrer ces preuves maintenant, ou bien est-il d'avis de suspendre l'audience ?

M.STORY.- Comme il n'y a plus que quelques minutes, nous reprendrons cette après-midi si vous le voulez bien .

LA SEANCE EST SUSPENDUE A I2h.30

-:-:-:-:-:-

120
7
C

H0440 - 0029

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL

Séance du 22 Novembre I945

ouverte à I4 heures -

sous la présidence de LORD JUSTICE LAWRENCE

-:-:-:-:-:-

M.le COLONEL STOREY.- Plaise au Tribunal, le Major Frank WALLACE va vous présenter les dossiers et les documents relatifs à cette partie du dossier connue comme : établissement du complot jusqu'en I939.

M.le MAJOR F.WALLACE.- Monsieur le Président, Membres du Tribunal, mon but est d'établir la plupart des allégations matérielles de l'Acte d'Accusation, depuis le Paragraphe 4 à la page 3, jusqu'au sous-paragraphe E page 6. Les sujets sont : les buts du Parti Nazi, leur technique doctrinale, leur accès au pouvoir et la consolidation de leur contrôle sur l'Allemagne entre I933 et I939, en préparation de la guerre d'agression.

Cette histoire a été déjà esquissée par le Procureur Général Américain, qui plus est, ce sont là des faits historiques, sans contradiction possible par les accusés. Pour la plupart, nous nous en remettons au Tribunal, d'accepter cela comme un fait, Ce que nous présentons est simplement un matériel pour illustrer, y compris les déclarations par les accusés et autres chefs nazis; des lois, des Décrets et autres choses du même genre. Il ne nous est pas nécessaire de nous appuyer sur les documents saisis, ou

...

H0440 - 0030

d'autres sources spéciales, bien que certaines aient été utilisées. Pour rendre la chose plus facile au Tribunal et à la Défense, ce matériel d'information a été rassemblé en livre de documents, et les arguments que nous en tirons ont été exposés dans des dossiers d'audience.

J'ai l'intention seulement de commenter brièvement certains des documents, et résumér les aspects essentiels des dossiers.

Quelle est l'accusation portée au Chef d'Accusation n° I ? Au Chef d'Accusation n° I la charge est la suivante : les accusés avec diverses autres personnes ont participé à l'élaboration ou à l'exécution d'un plan commun ou complot, visant à commettre ou qui entrainait la perpétration de crimes contre l'humanité, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Allemagne ; de crimes de guerre, et de crimes contre la Paix. L'accusation comporte en outre, que l'instrument de cohésion parmi les accusés, en même temps que l'instrument d'exécution des buts du complot, fut le Parti Nazi dont chaque accusé était membre ou auquel il adhéra.

L'étendue de la preuve que je vous soumets est la suivante :

- I°/ Que le Parti Nazi s'est proposé certains buts et objectifs comprenant en principe l'acquisition de "Lebensraum" ou espace vital pour tous les Allemands de race.
- 2°/ Qu'il s'est engagé à utiliser n'importe quelle méthode, qu'elle soit légale ou pas, pour atteindre ces objectifs, et qu'en fait il a utilisé des méthodes illégales.

....

H0440 - 0031

- 3°/ Qu'il a publié ou propagé divers aspects de propagande et utilisé diverses techniques de propagande pour l'aider dans son accès au pouvoir en dehors de tout principe.
- 4°/ Qu'en définitive il s'est emparé de tout pouvoir gouvernemental en Allemagne.
- 5°/ Qu'il a utilisé ce pouvoir pour parachever la conquête politique de l'Etat, pour écraser toute opposition et pour préparer la Nation, psychologiquement et autrement à l'agression étrangère qu'il avait décidé de faire depuis le début.

En Général, nous essayons de définir, dans la mesure où cela concerne l'accusation, ce qui s'est produit en Allemagne, pendant la période d'avant-guerre, laissant le soin à d'autres de continuer l'histoire et l'apport de preuves pour la période des années de guerre.

Le but de ce complot était ouvert et officiellement connu, notoire. Il était très différent de tout autre complot qui ait jamais été développé devant un Tribunal. Non seulement à cause de la quantité gigantesque de gens qui y ont participé, de la période de temps couverte, de son ampleur et de son audace, et parce qu'à l'encontre des autres conspirateurs criminels, ces conspirateurs ont proclamé orgueilleusement au monde, ce qu'ils se proposaient de faire avant de l'avoir fait.

Comme illustration, HITLER, dans son discours du 30 Janvier I94I, a dit : "Mon programme était d'abolir le traité de Versailles. C'est une absurdité futile pour le reste du monde,de prétendre aujourd'hui que je n'ai pas révèlé ce programme jusqu'à I933 ou I935 ou I937 ... Au

...

H0440 - 0032

lieu d'écouter le stupide bavardage des émigrés, ces Messieurs auraient été bien plus sage s'ils avaient lu ce que j'ai écrit des milliers de fois. Aucun être humain n'a déclaré ou enregistré ce qu'il voulait plus que moi. Bien des fois j'ai écrit ces mots : 'Abolition du Traité de Versailles'."

Tout d'abord brève référence à l'Histoire du Parti Nazi.

Le Tribunal se souviendra sans nul doute que le Parti National Socialiste a son origine dans le Parti Travailliste Allemand qui fut fondé le 5 Janvier I9I9 à Munich. C'est à cette organisation qu'HITLER adhéra comme septième membre le I2 Septembre I9I9. A une réunion du Parti Travailliste Allemand qui se tint le 24 Février I920, HITLER annonça au monde les "25 Thèses" qui par la suite furent connues comme le programme inaltérable du Parti National-Socialiste des Travailleurs Allemands.

Quelques jours plus tard, le 4 Mars I920, le nom du Parti Travailliste Allemand fut changé et devint : Parti National-Socialiste des Travailleurs Allemands, que l'on appelle fréquemment : N.S.D.A.P. ou Parti Nazi. C'est sous ce nom que le Parti Nazi continua à exister jusqu'à sa dissolution après l'écroulement et la reddition sans condition de l'Allemagne en I945

Les querelles et les intrigues à l'intérieur du Parti entre les partisans d'HITLER et ceux qui se dressaient contre lui, furent finalement réglées le 29 Juillet I92[illegible] quand HITLER devint "Premier Président" et reçut des pouvoirs extraordinaires. HITLER réorganisa immédiatement le Parti et

....

H0440 - 0033

lui imposa le "Führerprinzip", le principe du Chef, dont on vous parlera encore par la suite. Ensuite, HITLER, le "Führer", règla toutes les questions et prit toutes les décisions pour le Parti.

Les buts essentiels du Parti Nazi que l'on attribue aux accusés et à leurs co-conspirateurs à cause de leur appartenance, ou à cause de leur adhésion au Parti Nazi, étaient proclamés ouvertement et de façon publique. Ils furent exposés dans le programme du Parti en 1920, furent publiés dans "Mein Kampf", et de façon générale dans la littérature nazie, et rendus évidents par la politique continuelle de l'action publique du Parti depuis la date de sa fondation.

Deux conséquences, qui sont d'importance dans le jugement de cette affaire, découlent du fait que les objectifs essentiels du Parti ont été proclamés publiquement de façon réitérée :

- 1°/ la Cour commence à les accepter comme un fait
- 2°/ les accusés et leurs co-conspirateurs ne seraient très autorisés à les nier ou à affirmer qu'ils les ignorent.

Le Ministère Public offre des preuves et des objectifs essentiels du Parti et par conséquent des objectifs du complot, seulement pour rafraichir ou pour aider le souvenir des juges. Les objectifs essentiels étaient :

- 1°/ Renverser le Traité de Versailles et ses restrictions sur l'armement militaire et sur l'activité militaire en Allemagne.
- 2°/ Acquérir les territoires perdus par l'Allemagne dans la guerre mondiale n° I.
- 3°/ Acquérir d'autres territoires habités par de soi-disant Allemands de race.
- 4°/ Acquérir encore d'autres territoires que l'on disait

...

H0440 - 0034

nécessaires comme espace vital pour les Allemands de race ainsi incorporés. Le tout aux dépens des pays voisins et des autres pays.

Parlant du premier but, HITLER fit un aveu qui s'applique également aux autres buts : qu'il avait déclaré et écrit plus de mille fois ou davantage, qu'il demandait l'abolition du Traité de Versailles.

Ces buts sont énumérés dans des documents nombreux qui seront présentés par le Ministère Public pour cette phase du complot, et ce n'est pas mon but en ce moment, d'énumérer devant la Cour les nombreuses déclarations faites par les accusés et par d'autres au sujet de ces buts.

Qui plus est, ces conspirateurs, de nombreuses fois, ont annoncé publiquement au monde encore incrédule, qu'ils se proposaient d'accomplir ces objectifs, par tous moyens qu'ils jugeraient opportuns, y compris les moyens illégaux et le recours à la menace de violence, à la violence et à la guerre d'agression. L'usage de la violence fut distinctement sanctionné en fait, garanti par des déclarations officielles, et par les directives données par les conspirateurs qui faisaient de l'activisme et de l'agressivité une qualité politique obligatoire pour les membres du Parti, comme HITLER l'a dit dans Mein Kampf :

"Ceux dont nous avions besoin et dont nous avons encore besoin, ce ne sont pas cent ou deux cents conspirateurs téméraires, mais cent mille et encore une fois cent mille combattants pour notre philosophie de l'existence."

En 1929 HITLER déclara :

" Nous avouerons par dessus le marché, que nous déchirerons toute personne en morceaux, qui oserait s'opposer à nous dans cette entreprise. Nos droits seront protégés seulement quand le Reich Allemand sera à nouveau soutenu

...

H0440 - 0035

par la pointe du poignard allemand."

HITLER en 1934, s'adressant au Congrès du Parti à Nuremberg, déclara dans les termes suivants les devoirs des membres du Parti Nazi :

"Une part seulement de la population constituera les véritables combattants actifs. C'est eux qui étaient les combattants de la révolution National-Socialiste. A eux on demande plus qu'aux millions d'autres qui forment la population, pour eux il ne suffit pas de confesser :"Je crois", mais de jurer :"Je combat".

Pour prouver le fait que le parti était prêt à utiliser n'importe quel moyen, qu'il soit ou non légal ou honorable, il est simplement nécessaire de rappeler au Tribunal que le Parti, en fait, a ouvert sa carrière publique en organisant une révolution : le putch de Munich de 1923.

Considérons maintenant un instant les techniques doctrinales du plan commun ou complot, qui sont indiquées dans l'Acte d'Accusation, pour inciter les autres à se joindre au plan commun ou complot, et comme moyens pour obtenir des conspirateurs nazis le plus haut degré de contrôle sur la communauté allemande. Il propagèrent et exploitèrent certaines doctrines.

La première de ces doctrines était celle d'une race de maîtres - que les personnes de soi-disant sang allemand étaient une race de seigneurs. Cette doctrine de suprématie raciale fut intégrée comme point 4 du Programme du Parti, qui stipule : "Seul un membre de la race peut être un citoyen. Un membre de la race ne peut être que celui qui est de sang allemand, sans considération de confession religieuse. Par conséquent aucun Juif ne peut être membre de la race". ...

H0440 - 0036

Ils définirent cette doctrine de race seigneuriale comme une nouvelle religion, : la religion du sang, remplaçant dans l'allégeance individuelle tout autre religion, tout autre institution. L'accusé ROSENBERG, et l'accusé STREICHER, jouèrent un rôle particulièrement éminent dans la propagation de cette doctrine. Une bonne partie des preuves que nous offrons, pour étayer ce cas, illustreront l'adhérence continuelle des conspirateurs nazis, et leur exploitation continuelle de cette doctrine de la race des seigneurs.

Cette doctrine se proposait d'opérer une élimination - appelez n'importe quoi "non-allemand" ou "Juif" et vous avez le droit, et en fait un devoir, de le rejeter. En fait, le nettoyage ne se borna pas aux frontières raciales, mais alla bien au delà. Naturellement, la signification psychologique profonde de la "race de maître" c'est la doctrine du bouc émissaire.

La deuxième doctrine importante qui imprègne le complot tout entier, et qui est un trait d'union important dans l'établissement de la culpabilité de chacun de ces accusés, est la doctrine ou conœption du "principe du Führer" ou principe du chef. Cette doctrine imprègnait le Parti Nazi et toutes ses formations et organismes affiliés, et en définitive imprégna l'Etat Nazi, toutes les institutions affiliées, et elle est d'une telle importance que j'aimerais m'y attarder pendant quelques instants, et essayer d'expliquer les concepts qu'elle englobe.

Le "principe du chef" entraîne deux concepts politiques majeurs :

- I°/ le principe d'autorité ;
- 2°/ le principe totalitaire.

...

H0440 - 0037

Le principe d'autorité implique ce qui suit : toute autorité est concentrée au sommet et remise entre les mains d'une seule personne :"le Führer". Cela signifie en outre que le "Führer" est infaillible aussi bien qu'omnipotent. Le manuel du Parti, déclare, sous les commandements des Nationaux-Socialistes : "Le Führer a toujours raison". Egalement, il n'y a aucune limite légale ou politique à l'autorité du Führer. N'importe qu'elle autorité qui est confiée aux autres, découle de l'autorité du Führer.

De plus, dans la sphère de juridiction qui lui est allouée, chaque personne désignée par le Führer, manie son pouvoir d'une façon également illimitée, subordonnée seulement aux commandements de son supérieur hiérarchique. Chaque personne désignée doit une obéissance absolue et sans condition au Führer, et aux chefs du Parti qui lui est supérieur dans la hiérarchie. Chaque chef politique prononçait chaque année un serment d'après le manuel du Parti, qui vous sera déposé comme preuve. Les termes du serment étaient ce qui suit :

"Je m'engage à une obéissance éternelle à Adolf HITLER, je m'engage à une obéissance sans condition envers lui, et envers les Führers qu'il désigne".

Le manuel du Parti stipule également que les chefs politiques sont inséparablement liés à l'idéologie et à l'organisation du N.S.D.A.P. Il n'est délié de son serment qu'à sa mort ou à son expulsion de la communauté National-Socialiste, Comme l'accusé Hans FRANK l'a déclaré dans une de ses déclarations publiée, le "principe du chef" dans l'Administration, signifie : remplacer toujours la décision de la majorité, par une décision

...

H0440 - 0038

prise par une seule personne spécifiée, ayant des pouvoirs clairement délimités, et seule responsable devant ceux qui sont au-dessus d'elle, et confier à son autorité la réalisation de cette décision par ceux qui lui sont inférieur".

Et finalement, le concept d'autorité contenu dans les principes du Führer implique que l'autorité du Führer s'étend à toutes les sphères de la vie publique et privée.

Le second concept du principe du chef, est le principe totalitaire, ce qui entraine ce qui suit : l'autorité du Führer, de ses personnes désignées, et par leur intermédiaire, du Parti dans l'ensemble, s'étend à toutes les sphères publiques et privées de la vie.

Le Parti domine l'Etat.

Le Parti domine les Forces Armées.

Le Parti domine tous les individus dans l'Etat.

Le Parti élimine toutes les institutions, les groupes et les individus qui se refusent à accepter la direction du Führer; comme le Manuel du Parti le déclare :

"Seules ces organisations ont le droit de définir l'institution du principe du Führer et la signification National-Socialiste de l'Etat et du peuple, dans le sens National-Socialiste du terme...,Seules les organisations qui ont été intégrées, surveillées et formées par le Parti, et à l'avenir continueront de l'être."

Le Manuel poursuit :

"Toutes les autres, qui mènent une vie d'organisation qui leur est propre doivent être rejetées comme étrangères, et devront ou bien s'adapter ou disparaître de la vie publique."

Des illustrations de ce principe du Führer et de

...

H0440 - 0039

son application au Parti, à l'Etat et aux organisations affiliées, sont exposées abondamment dans le dossier, et les documents qui l'accompagnent, et qui seront déposés comme preuves.

La troisième doctrine ou technique utilisée par les conspirateurs nazis pour que le peuple allemand s'incline devant leur volonté et leurs buts, fut la suivante : que la guerre était une activité noble et nécessaire pour les Allemands. Le but de cette doctrine fut bien exposé par HITLER dans "Mein Kampf", lorsqu'il dit :

"La question de la restauration de la puissance allemande ne pose pas le problème de savoir comment fabriquer des armements, mais celui de savoir comment créer l'esprit qui rendra un peuple capable de porter les armes. Si cet esprit domine un peuple, la volonté trouve mille moyens de s'assurer des armes".

Les écrits d'HITLER et ses déclarations publiques sont pleins de proclamations, disant raisonnable l'usage de la violence et glorifiant la guerre. La déclaration suivante est typique lorsqu'il dit :

"Toujours devant Dieu et le monde, le plus fort a le droit d'imposer sa volonté. L'Histoire le démontre, celui qui n'a pas le pouvoir n'a aucune raison d'utiliser la puissance".

Comme nous pourrons le démontrer par les preuves qui suivront, les doctrines de glorification de la guerre a joué un rôle essentiel dans l'éducation de la jeunesse allemande dans la période d'avant-guerre.

Je dépose maintenant les documents qui établissent les buts du Parti Nazi et leurs techniques doctrinales. Egalement, je puis déposer pour aider le Tribunal et les

...

H0440 - 0040

avocats de la défense, des résumés qui contiennent la substance de ces documents.

J'attire maintenant votre attention sur l'accès au pouvoir du Parti Nazi.

La première tentative pour acquérir le contrôle politique fut faite par la violence. En fait, à aucun moment pendant cette période, le Parti Nazi n'a jamais jugé bon de collaborer avec d'autres.

M.LE PRESIDENT.- Avez-vous des copies de ces documents pour les avocats de la défense ?

MAJOR WALLACE.- Oui, Monsieur dans la pière 54.

M.LE PRESIDENT.- Ils désirent les suivre dès maintenant.

MAJOR WALLACE.- Monsieur le Président, les remarques par lesquelles je continuerai suffiront à éclairer tout le sujet. Les dossiers que j'ai déposés ne correspondent qu'à ce que j'ai déjà dit.

M.LE PRESIDENT.- Déposez-vous une copie de ces dossiers pour chacun des avocats de la défense ?

MAJOR WALLACE.- On me dit qu'on procèdera avec ces dossiers, de la même manière qu'avec les documents, c'est-à-dire qu'un total de six a été mis à la disposition des avocats de la défense dans la pièce 54.

M.LE PRESIDENT.- Voulez-vous répéter ?

...

H0440-0041

MAJOR WALLACE.- Un total de six copies a été mis à la disposition des avocats de la défense dans la pièce 54. Si le Tribunal assure que ce nombre ne suffit pas, je puis assurer au nom du Ministère Public des Etats-Unis qu'avant la fin du jour une quantité supplémentaire de documents, sera mis à votre disposition.

M.LE PRESIDENT.- Le Tribunal estime que chacun des avocats de la défense devrait avoir un exemplaire des dossiers.

MAJOR WALLACE.- Ceci sera fait Monsieur .

M.LE PRESIDENT,- Membres de la Défense : Vous avez compris que j'ai donné des directives au nom du Tribunal pour que chacun de vous ait un exemplaire de ce dossier.

Dr RUDOLF DIX.- Nous sommes reconnaissants de cette mesure qui était nécessaire. J'ai eu l'impression qu'aucun d'entre nous n'avait les documents dont on vient de parler. Je dois comprendre que ces documents seront soumis en traduction allemande à la défense allemande ?

M.LE PRESIDENT.- Oui.

MAJOR WALLACE.- J'attire maintenant votre attention sur l'accès au pouvoir du Parti Nazi.

Le 9 Novembre 1923 signifia la fin aussi bien que le début d'une ère. Le 9 Novembre, se produisit

...

H0440 - 0042

un fait historique connu communément sous le nom de : Putsch hitlérien. Pendant la nuit du 8 au 9 Novembre, HITLER soutenu par les S.A. sous la direction de l'accusé GOERING, à une réunion à Munich, proclama la révolution nationale et sa dictature sur l'Allemagne, et s'imposa comme Chancelier du Reich. Au matin suivant, les autorités normalement constituées de l'Etat, après quelques effusions de sang à Munich, mirent fin à cette tentative illégale de s'emparer du gouvernement. HITLER et quelques uns de ses partisans furent arrêtés, jugés et condamnés à l'emprisonnement.

La nouvelle ère sous l'égide du Parti National-Socialiste commence avec les paroles lancées par HITLER de sa prison en Décembre 1924. Avec le retour de son Chef, le Parti reprit sa lutte pour le pouvoir une fois de plus. Les interdictions invoquées par le Gouvernement contre le Parti Nazi, à l'époque du Putsch Nazi furent graduellement supprimées et HITLER, le Führer du Parti, annonça officiellement qu'en cherchant à réaliser ses buts pour renverser le Gouvernement de Weimar, le Parti n'aurait recours qu'à des moyens légaux. On peut à juste titre tirer de ces faits, la conclusion que le recours par le Parti Nazi à la légalité, était le seul moyen pour lui de continuer ses activités dans un Etat organisé démocratiquement. Mais, en accord avec son recours officiel à la légalité, le Parti participa aux élections populaires du peuple allemand et de façon générale prit part à l'activité politique. En même temps il se plongea dans une activité fiévreuse, fébrile pour étendre le nombre des adhérents du Parti, sa structure d'organisation et ses activités.

...

H0440 - 0043

Les S.A. et les S.S. recrutèrent de nombreux membres nouveaux. Le "Mein Kampf" de HITLER parut en I925. La Jeunesse Hitlérienne fut créee. Des journaux furent publiés, parmi lesquels le "Völkischer Beoba chter" dont l'accusé ROSENBERG était le rédacteur en chef ; et "Der Angriff"publié par GOBBELS qui plus tard fut le fameux Ministre de la Propagande et de l'Education Publique. Des meetings des autres partis politiques étaient troublés et brisés, et il y avait énormément de bruit.et de cris dans les rues.

Les tentatives du Parti pour gagner le pouvoir politique n'aboutirent pas à grand'chose pendant un certain nombre d'années, malgré les efforts ardents déployés dans ce but. Au cours de 30 élections auxquelles les Nationaux-Socialistes participèrent depuis I925 à I930 pour obtenir des sièges au Reichstag et au Landtage, ou aux Dietes provinciales des diverses provinces allemande, les Nazis ne reçurent des mandats que dans I6 cas, et ne gagnèrent aucun siège dans chacune des quatorze autres élections.

Les votes en faveur des Nationaux-Socialistes au cours des élections de I927 ne dépassaient pas 4 % du nombre total de votants. L'année I929 marque le premier modeste succès au vote, dans l'Etat de Thuringe. Les Nazis reçurent plus de II % des votes populaires, élurent 6 représentants sur un total de 53 députés à la Diète, et l'accusé FRICK devint Ministre de l'Intérieur de Thuringe, le premier National-Socialiste choisi pour un poste ministériel.

Avec un semblable encouragement, et de telles preuves de succès de ses méthodes pour gagner l'adhésion, le Parti Nazi redoubla ses efforts traditionnels (moyens de terreur

...

H0440 - 0044

et de coercition). Ils se heurtèrent à quelques résistances de la part du Reich et de divers Etats Allemands. La Prusse exigea que ses fonctionnaires ne soient plus adhérents du Parti Nazi, et interdit le port de chemises brunes, qui étaient portées par les S.A. du Parti. L'Etat de Badèn fit passer également un Décret contre le port des chemises brunes, et la Bavière interdit le port d'uniformes par les organisations politiques. De nouveaux écrits National-Socialistes apparurent en Allemagne. Le nouveau "Journal Mensuel National-Socialiste" apparut avec, comme rédacteur en chef : l'accusé ROSENBERG; et peude temps après en Juin I930, "Le mythe du 20° Siècle" de ROSENBERG, fut publié.

C'est dans cette atmosphère que le Président VON HINDENBURG, ayant entre temps prononcé la dissolution du Reichstag car le Chance lier BRUAMING ne réussit pas à obtenir le vote de confiance, - que l'A llemagne se porta aux élections une fois de plus, le I4 Septembre I930. Par cette élection, leur représentation au Reichstag fut augmentée de douze sièges, jusqu'à I07 sur un total de 577.

Le nouveau Reichstag se rassembla et I07 nazis entèrent dans la salle d'audience vêtus de chemises brunes. Une opposition bruyante se développa tout aussitôt, cherchant à obtenir la chute du cabinet de BRUAMING;profitant des problèmes soulevés par la détresse économique qui était alors générale, les Nazis cherchèrent à obtenir un vote de méfiance et de dissolution du Reichstag. Devant l'échec de cette tactique d'obstruction, les Nazis sortirent du Reichstag.

Avec I07 membres dans le Reichstag ~~les Nazis propo-~~

....

H0440 -0045

~~sèrent,~~ la propagandè nazie augmenta de violence. L'obstruction par les députés nazis du Reichstag continua avec la même ligne de conduite. Des motions répétées de méfiance à l'égard de BRUAMING et de dissolution du Reichstag, étaient déposées et rejetées. Après chaque échec les membres du Parti Nazi sortaient dignement de la salle d'audience.

Au printemps de I932, la position de BRUAMING devint impossible à tenir, et l'accusé VON PAPEN fut désigné comme Chancelier. Le Reichstag fut dissous.

Il y eut de nouvelles élections au cours desquelles les nazis augmentèrent le nombre de leurs sièges à 230 sur un total de 608 ; le parti nazi était devenu désormais un parti puissant en Allemagne mais il n'avait pas réussi à devenir un parti majoritaire.

Les tactiques d'obstruction des députés nazis au Reichstag continuèrent et en automne I932, le gouvernement de von Papen se vit dans l'impossibilité de continuer ; le président Hindenburg à nouveau prononça la dissolution du Reichstag ; en fait, dans les nouvelles élections de novembre, la représentation nazie au Reichstag diminua jusqu'à I96 sièges. Le gouvernement von de brève durée parut alors céder, le 3 décembre I932 et vers la fin de janvier I933 disparut de l'arène.

Avec le soutien d'un parti nationaliste dirigé par Hindenburg et d'autres assistants politiques de moindre importance, , Hitler devint chancelier d'Allemagne désigné par Hindenburg. C'est là la fin du prologue pourrait-on dire, prologue de l'histoire civile dramatique que le ministère public va développer devant vous au cours de ce procès. On doit remarquer cependant et on devra s'en souvenir au fur et à mesure que sera exposée l'histoire des méfaits et des crimes de ces accusés et de leurs compagnons de complot qu'à aucun moment, au cours de leurs soi-disant efforts légaux pour gagner le contrôle de l'Etat, les conspirateurs vont représenter la majorité bien qu'on dise communément qu'ils se sont emparés du contrôle de l'Etat quand Hitler devint chancelier de la République allemande le 30 janvier I930. Il serait plus juste de dire que l'appareil du contrôle en assurant le passage de la loi pour la protection du peuple et de l'Etat le 24 mars I933 a montré un véritable abus de pouvoir.

H0440 - 0046

et les mesurès qui ont amené ce résultat valent la peine qu'on les énumère

Les conspirateurs nazis savaient très bien qu'ils n'avaient pas le contrôle du pouvoir législatif de la république, ils avaient besoin, s'ils voulaient exécuter la première phase de leur grand complot, sous le couvert de la loi, d'un acte leur donnant le pouvoir législatif suprême par l'entremise du cabinet d'Hitler mais libéré de toute contrainte que donnait la constitution de Weimar. Un décret de ce genre nécessitait une changement dans la constitution et cela supposait que 2/3 des membres réguliers du Reichstag fussent présents et qu'il y eût au moins 2/3 des votes de ceux qui étaient présents

Le calendrier des évènements menant au vote de ce décret connu comme loi pour la protection du peuple et de l'Etat est le suivant : le 30 janvier I930, Hitler tint sa première réunion de Cabinet et nous avons le procès-verbal original de cette réunion sera déposé comme preuve, les accusés Von Papen, von Neurath, Frick, Göring et Funk étaient présents. D'après le procès-verbal de cette réunion, Hitler fit remarquer que l'ajournement du Reichstag serait impossible sans la collaboration du parti centriste et il continua : nous pourrions cependant envisager de supprimer le parti communiste pour les éliminer du Reichstag et par cette mesure obtenir une majorité dans le Reichstag.

Hitler exprima cependant la crainte qu'il y eût pour résultat une grève générale. Le ministre du Reich de l'Economie, d'après le prçcès-verbal officiel déclara que d'après lui, il était impossible d'éviter la suppression du parti communiste de l'Allemagne car si cette suppression n'était pas faite, on ne pourrait réussir à obtenir la majori-

H0440 -0047

H0440 - 0048

té dans le Reichstag, au moins une majorité de 2/3

Après la suppression du parti communiste, le vote du décret donnant les pleins pouvoirs par l'intermédiaire du Reichstag serait possible ; alors l'accusé Frick suggéra qu'il serait bon tout d'abord de demander un décret de ce genre au Reichstag. A cette réunion, Hitler tomba d'accord pour entrer en contact avec les représentants du parti centriste pour voir ce qu'on pourrait faire en traitant avec eux

L'évènement suivant fut l'incendie du Reichstag du 28 février I933 : profitant de l'incertitude et de l'agitation causée par l'incendie du Reichstag et des troubles provoqués par les S.S., les clauses de la constitution de Weimar garantissant la liberté personnelle et d'autres libertés furent suspendues par un décret du président du Reich, le 28 février I933 ; puis le 5 mars I933 eurent lieu des élections pour le Reichstag, les nazis conquirent 288 sièges sur un total de 647.

Le I5 mars I933 eut lieu une autre réunion du Cabinet du Reich et nous avons aussi le procès-verbal officiel original de cette réunion qui porte les initiales des accusés qui y étaient présents précisant qu'ils en connaissaient le contenu, qu'ils avaient lu ce procès-verbal et qu'ils l'approuvaient. Les accusés dont les noms suivent étaient présents à cette réunion : von Papen, von Neurath FrickGöring et Funk

Après le procès-verbal officiel, Hitler déclara à cette réunion que le passage d'un décret par un vote d'une majorité de 2/3 ne rencontrerait aucune opposition . L'accusé Frick fit remarquer que le Reichstag devait ratifier ce décret par une majorité constitutionnelle moins de trois jours après et que le parti centriste ne s'était pas

21
H0440 - 0049

exprimé d'une façon négative et il continua disant que ce décret devait être conçu de façon large de manière à permettre toutes déviations des clauses de la constitution du Reich Il déclara en outre que dans la mesure où la constitution exigeait une majorité des 2/3, un total de 432 délégués devraient être présents pour ratifier ce décret

L'accusé Göring exprima sa conviction que ce décret serait ratifié avec les 2/3 exigibles car ainsi, la majorité serait obtenue en refusant l'admission au Reichstag de quelques sociaux-démocrates.

Le 20 mars, une autre réunion de Cabinet eut lieu et nous avons aussi le procès-verbal officiel original qui sera déposé comme preuve : les accusés Frick, von Papen von Neurath, Göring et Funk étaient présents. Le décret proposé était à nouveau le sujet de la discussion : Hitler présenta un rapport sur la conférence qu'il avait eue avec les représentants du parti centriste, l'accusé Neurath proposa une note au sujet de l'arrangement que l'on pourrait obtenir avec les représentants du parti centriste. L'accusé Frick exposa le contenu du projet de loi et déclara que des changements dans les règles ou lois du Reichstag étaient également nécessaires et qu'une règle explicite devait être établie et que les délégués absents sans excuse seraient considérés comme présents et que si on agissait ainsi, ce serait probablement possible de ratifier le décret des pleins pouvoirs le jeudi suivant au cours des trois audiences

Il est intéressant de remarquer que parmi les faits que mentionne ce procès-verbal officiel de réunion de Cabinet existe la déclaration faite par l'accusé Göring disant qu'il avait ordonné à ses troupes S.A. sur la frontière polonaise d'être prudentes et de ne pas se montrer en uniforme ; l'accusé Neurath recommanda aussi que les S.A

H0440 - 0050

soient prudents, surtout à Dantzig.

En plus, l'accusé Neurath fit remarquer que les communistes, déguisés en S.A., étaient constamment pris sur le fait et que les provocateurs devraient être pendus ; la justice à son avis devait trouver des moyens pour rendre possible un châtiment exemplaire des provocateurs,des provocateurs communistes d'après l'accusé Neurath

Le I4 mars I933, l'accusé Frick annonça, et je cite : "Quand le Reichstag se réunira le 21 mars, les communistes seront empêchés, appelés ailleurs par des tâches urgentes, de participer à l'audience ; on les mettra dans des camps de concentration où ils seront rééduqués pour un travail productif ; nous saurons comment les rendre à tout jamais inoffensifs, ces espèces d'humains inférieurs qui ne veulent pas être rééduques."

Pendant cette période, profitant du décret qui suspendait les garanties constitutionnelles de libertés, un grand nombre de communistes, y compris les personnalités officielles, des députés du Reichstag et un petit nombre de chefs sociaux démocrates députés furent placés en état d'arrestation de "protection".

Le 23 mars I933, en proposant le vote de ce décret, Hitler déclara au Reichstag : "Il vous appartient maintenant, messieurs, de prendre cette décision, ce sera la paix ou la guerre ".

Le 24 mars I933, 535 seulement sur les 647 députés habituels du Reichstag étaient présents ; l'absence de certains étaient sans excuse, ils étaient sous mesure de protection dans des camps de concentration sous la pression nazie et sous sa terreur ; le Reichstag vota un décret de pleins pouvoirs connue comme loi pour la protection du peuple et de l'Etat avec un vote de 441 voix en sa faveur. Cette loi

H0440 - 0051

marque la véritable prise du contrôle politique par les conspirateurs car l'article 1 stipule que les lois du Reich pourront être mises en application et être établies par le Cabinet du Reich et l'article 2 dit que les lois nationales votées par le Cabinet du Reich peuvent s'écarter de la constitution. L'article 3 stipule que les lois nationales promulguées par le Cabinet du Reich seront préparées par le Chancelier et publiées dans les journaux officiels du Reich

L'article 4 stipule que les traités du Reich avec les Etats étrangers sur des questions de législation nationale n'ont pas besoin de l'approbation des groupes qui participent à la législation ; le Cabinet du Reich a pleins pouvoirs pour promulguer tout ce qui est nécessaire pour l'exécution de ces décrets

C'est ainsi que les nazis acquirent un plein contrôle politiquesans restrictions, sans limites aucunes qui auraient pu avoir été introduites par la constitution de Weimar.

Je dépose maintenant les documents qui établissent les faits que je viens de dénoncer et je les soumets à l'usage que le Tribunal et les avocats de la défense pourront en faire.

LORD JUSTICE LAWRENCE

Serait-il possible pour le ministère public de permettre aux avocats de la défense d'avoir au moins un exemplaire pour deux, ici même à l'audience, sinon aujourd'hui tout au moins demain?

COL.STOREY

Plaise au Tribunal, il y a eu quelques malentendus au sujet des dossiers qui ont été remis aux accusés, à la fin de l'information ; nous avons envoyé cherché certains de ces dossiers et ils seront ici bientôt En tout cas, les dossiers ne sont pas en langue allemande

24 7
H0440 - 0052

parce que nous avons l'intention d'établir un système de traduction qui nous permettra de traduire les dossiers dans toutes les langues.

Pour que la procédure puisse être suivie, le major Wallace a établi un résumé qu'il remet accompagné des documents déposés comme preuve;par la suite, les dossiers eux-mêmes remis au Tribunal seront mis à la disposition des avocats de la défense. Malheureusement, pour le moment, ils ont été mis dans le centre d'information de la défense mais nous nous avons envoyé les chercher

Si le Tribunal le veut bien, l'avocat de la défense Dr Stahmer sans parler couramment l'anglais le comprend quand il le lit et cela pourra simplifier la situation étant donné que certains dossiers n'ont pas été traduits en allemand ; s'il n'y a pas d'objection , nous pourrons les remettre maintenant en anglais à la défense ; les documents sont aubcentre de la défense et des tráducteurs pourront être mis à la disposition de la défense qui traduiront tout ce que les avocats n'auront pas compris en anglais

LORD JUSTICE LAWRENCE Avez-vous entendu ce que le colonel Storey vous a dit au sujet des documents ?

Avocat de la défense DIX J'ai une prière à adresser au Tribunal : nous sommes défenseurs allemands et nous rencontrons de grosses difficultés matérielles ; ce procès se déroule suivant les principes anglo-américains et nous nous efforçons d'assimiler ces principes et je serais reconnaissant à M. le président s'il voulait tenir compte de notre situation pénible et nous venir en aide.

J'ai entendu - je ne sais si c'est juste, je le crois tout de même - que d'après les principes de droit anglo-américain, il est nécessaire de faire objection immé-

H0440 - 0053

diatement si l'on conteste le contenu d'une pièce et l'objection n'est plus recevable si on ne fait pas objection immédiatement

Voici le point sur lequel je veux demander quelque chose : je suis convaincu que nous aurons accès aux documents et si nous pouvons éviter une traduction allemande de l'un ou de l'autre, nous le ferons et si nous avons besoin d'une traduction, nous la demanderons. Je voudrais demander seulement qu'on nous donne la possibilité, si nous avons une objection à faire, de voir les pièces avant de faire cette objection.

Si vous le voulez bien, nous surmonterons facilement les difficultés de la situation et je suis convaincu que tous collaboreront pour surmonter ces difficultés.

LORD JUSTICE LAWRENCE Le Tribunal est heureux de constater que les avocats de la défense font des efforts pour aider à la conduite de ce procès

Après que la séance aura été levée, le Tribunal examinera les meilleures méthodes pour mettre à la disposition des avocats de la défense des traductions en nombre suffisant et vous avez raison lorsque vous pensez que vous serez seulement capable de faire des objections à un document après que vous aurez eu le temps de l'examiner

Avos. Rudolf DIX Je vous remercie beaucoup

Major WALLACE ... Ayant acquis les pleins pouvoirs politiques, les conspirateurs nazis entreprirent de consolider ce pouvoir. Il y a un point sur lequel je désirerais insister devant le Tribunal, c'est la rareté des documents , le sujet de mes remarques est soumis à l'attention du Tribunal et tout cela est bien connu des accusés et des avocats de la

H0440 – 0054

défense . Les premières mesures pour consolider ce pouvoir furent de nettoyer impitoyablement l'arène politique de leurs adversaires politiques en les enfermant dans des camps de concentration ou en les assassinant

Les camps de concentration apparurent tout d'abord en I933, pour la première fois et ils furent d'abord utilisés pour mettre des adversaires politiques hors de la lutte, ce qu'ils appelaient un internement de protection Ce système de camp de concentration se développa à l'intérieur de l'Allemagne. A une date ultérieure de cette procédure, des témoignages complets sur le système des camps de concentration et sur les atrocités qui y furent commises seront présentés au Tribunal à la fois par documents et par témoignages ; les preuves documentaires illustrant le fait des mauvais traitements et des assassinats commis par les conspirateurs sur la personne de leurs adversaires politiques sont abondantes et ont été déposées par les Etats-Unis Affidavit de Raymond H.Geist qui fut consul américain et premier Secrétaire d'ambassade à Berlin de I929 à I938 Il déclare :

"Tout de suite en I933, des camps de concentration furent établis et confiés à la Gestapo et seuls les prisonniers politiques y étaient détenus. La première vague d'action terroriste commença en mars I933 et plus spécialement du 6 mars au I3 mars accompagnée d'une violence populaire inhabituelle." Quand le parti nazi gagna les élections en mars I933 la passion accumulée explosa en attaques massives contre les communistes et juifs ou contre ceux qui étaient soupçonnés d'appartenir à l'un ou l'autre groupe. Pour continuer à citer cette déclaration : "des hordes de S.A. parcouraient les rues, battant, pillant et même tuant des personnes. Pour les Allemands internés par la Gestapo, il y eut une politique

H0440 - 0055

régulière de brutalité et de terreur ; les victimes se montèrent à des centaines de milliers d'un bout à l'autre de l'Allemagne." C'est là la fin de la citation

Les 30 jui, Ier et 2 juillet I934, les conspirateurs entreprient de détuire l'opposition à l'intérieur de leurs rangs par un meurtre massif et en discutant de cette opération, l'accusé Frick déclara dans un affidavit signé le I9 novembre I945, en présence de son avocat, ce qui suit : (2950 PS)

LORD JUSTICE LAWRENCE

Il n'a pas encore été déposé pour le moment, monsieur

MAJ.WALLACE

En juin I939, Himmler fut en mesure de convaincre Hitler que Roehm préparait un putsch Le Fuhrer donna l'ordre à Himmler d'éviter le putsch qui étaient supposé devoir se produire où tous les chefs des S.A. étaient réunis? Pour le nord de l'Allemagne Göring devait se charger de prévenir le putsch

Frick continue : à cause de cet ordre, beaucoup de gens furent arrêtés, à peu près une centaine, peut être plus ou même tués comme étant accusés de haute trahison et bien de gens furent tués - je ne sais pas combien- qui en fait n'avaient rien à faire avec le putsch ; des gens qui étaient très aimés comme Schleicher qui avait été Chancelier dubReich, sa femme fut également tué. Gregor Strasser qui avait été le chef de l'organisation du Reich et le deuxième dans le parti après Hitler fut tué , il n'était pas à ce moment dans les affaires politiques, il s'était séparé du furher en novembre ou décembre I932

Et Frick continue : "Les S.S. furent utilisés par Hitler pour l'exécution de ses ordres afin d'éviter le putsch?

Pendant cette période, les conspirateurs

H0440 - 0056

perpètrèrent, par une série de décrets du cabient du Reich quantité de crimes politiques nouveaux. Tout acte ou déclaration en opposition au parti nazi fut considéré comme une trahison et puni en conséquence. Les formations du parti, les S.A., S.S., ainsi que les S.D. et la Gestapo étaient les instruments maudits utilisés pour l'extermination de toute opposition réelle ou en puissance

Ainsi que l'accusé Göring l'a dit le 24 juillet I933 et je mentionne le document 2494 PS qui sera déposé comme preuve : "quiconque à l'avenir lève la main contre un représentant du mouvement national-socialiste ou de l'Etat doit savoir qu'il perdra la vie très peu de temps après. " Et même il sera tout à fait suffisant de trouver qu'il a eu l'intention de faire cet acte même si cet acte n'a pas entraîné la mort mais seulement une blessure."

L'accusé Frick déclara dans un magazine de l'Académie de la Loi allemande en I936 qui seréa déposé comme document 2533 PS, ce qui suit : Dans le monde entier nous sommes de nouveau blâmés à cause des camps de concentration, on nous demande : pourquoi arrêtez-vous les gens dans mandat d'arrêt ? Je réponds : mettez-vous dans la même position que notre nation, n'oubliez pas que le très grand monde du bolchevisme est encore intact et ne peut pas oublier que nous ávons rendu sa victoire finale impossible en Europe, précisément ici sur le sol allemand.

Et Raymond Goist dont j'ai déjà mentionné l'affidavit dans le document I759 dit : "le peuple allemand connaissait bien ce qui se passait dans les camps de concentration et savait bien que quiconque s'opposait trop activement à n'importe quelle partie du programme nazi était soumis à de très grandes souffrances. En vérité, avant qu'il

H0440 - 0057

se soit écoulé beaucoup de mois après l'installation du régime d'Hitler, presque chaque famille en Allemagne avait eu des rapports directs sur les brutalités infligées dans les camps de concentration, elle avait eu des parents ou bien appartenait au cercle d'amis qui avaient subi une condamnation et par conséquent, la crainte de ces camps était un frein des plus efficaces contre toute opposition possible?"

Comme l'accusé Göring l'a dit en I934, je fais allusion au document 2344 PS qui sera déposé comme preuve : "Contre les ennemis de l'Etat, nous devons agir sans pitié Par conséquent, les camps de concentration ont été créés. Nous y avons tout d'abord enfermé des milliers de communistes et de fonctionnaires sociaux-démocrates"

En plus de ce nettoyage impitoyable de tous les adversaires politiques, les conspirateurs nazis raffermirent encore leurs positions en entreprenant promptement d'éliminer tous les autres partis politiques : le 21 mars I933, l'accusé Frick annonça que les communistes n'auraient plus le droit de prendre part aux activités du Reichstag ; comme nous l'avons fait remarquer, cela fut accompli et ils furent placés en internement de protection dans des camps de concentration

Le 26 mai I933, un décret du cabinet du Reich signé par Hitler et l'accusé Frick décidait la confiscation des biens communistes. Le 22 juin 33, le parti social-démocrate fut supprimé en Prusse ayant été précédemment sérieusement affaibli par l'internement d'un grand nombre de ses membres dans des camps de concentration.

Le 7 juillet I933, un décret du Reich éliminait les socio-démocrates du Reichstag et des corps gouvernementaux des provinces et des municipalités

Le I4 juillet I933, par un décret du cabinet du Reich, les biens des socio-démocrates étaient confisqués

H0440 - 0058

et le parti nazi fut décrété le seul parti politique d'Allemagne et par la suite, cela devint illégal de mainte nir ou de former tout autre parti politique. C'est ainsi qu'Hitler est à même de dire, moins de cinq mois être devenu chancelier : "Le parti est devenu l'Etat"

Les conspirateurs nazis entreprirent immédiatement de faire de cette déclaration un fait établi : le Ier décembre I933, le cabinet du Reich décréta une loi pour assurer l'unité du parti et de l'Etat ; cette loi fut signée par Hitler et l'accusé Frick : l'article 1 stipule que le parti nazi est le représentant du concept de l'Etat et inséparable de l'Etat ; il sera une partie de la loi publique, son organisation sera déterminée par le furher L'article 2 indique que l'adjoint du fuhrer et le chef d'état-major des S.A deviendront membres du cabinet du Reich afin d'assurer une étroite collaboration au service du parti et des S.A avec les autorités publiques.

L'article 3 stipule que les membres du parti national-socialiste des Travailleurs allemands et des S.A y compris leurs organisations subordonnées ainsi qu'à titre de forces dirigeantes et motrices de l'Etat nationa-socialiste supporteront de graves responsabilités envers le fuhrer, le peuple et l'Etat

LORD JUSTICE LAWRENCE La séance est suspendue pour IO minut.

Maj. WALLACE Bien, monsieur

15-4-45.

H0440 - 0059

COLONEL STOREN.- Pendant le temps de la suspension, les avocats de la Défense et le Ministère Public se sont entendus au sujet des dossiers qui doivent être remis à la disposition de la Défense.

Voici les termes de cet accord : toutnd'abord des exemplaires des documents déposés comme preuves en allemand seront remis dans le centre d'information de la défense. Il est bien entendu que si un avocat de la défense a besoin de montrer les copies photostatiques en allemand de ce procès il peut le faire dans la salle de la défense qui leur a été assignée.

Les dossiers que nous déposons devant le Tribunal comme aide seront également remis aux avocats de la défense, et cela si n'importe lequel d'entre eux a de la difficulté à comprendre les dossiers qui seront en anglais. Nous avons des officiers de langue allemande qui seront à leur disposition dans le centre d'information pour les aider.

Si je comprends bien, tous les avocats de la défense sont tombés d'accord sur ce point.

Monsieur le Président LAWRENCE.- Merci.

MAJOR WALLACE.- Plaise au Tribunal,

Au moment de la suspension, je faisais allusion à la loi signée en décembre 1933 pour obtenir l'unité de l'Etat et du parti. L'article 6 de cette loi stipule que les autorités publiques devront accorder une aide légale et administrative aux bureaux du parti et des SA qui sont chargés de la ~~dixxx~~ juridiction du parti.

H0440 - 0060

L'article 8 stipule que le Chancelier du Reich en tant que Fuhrer du parti socialiste et comme chef suprême des SA décréta les réglements nécessaires pour l'exécution et le développement de cette loi, en particulier en ce qui concerne l l'organisation et la procédure de la juridiction du parti et des SA.

Ainsi, c'est par cette loi que le parti nazi devint une organisation para gouvernementale en Allemagne. La fusion.ultérieure du parti et de l'Etat se produisit à la mort d'Hindenburg. Au lieu de procéder à des élections pour la fonction de président, la fusion des offices de président et de chancelier en la personne fut accomplie par la loi du ler août 1934, signée par le cabinet du Reich tout entier. L'une des conséquences importantes de cette loi fut de donner à Hitler le commandement suprême des forces armées allemandes, ce qui appartenait toujours à la présidence, et chaque soldat sut immédiatement mis en mesure de prononcer un serment de loyauté et d'obéissance sans conditions à Hitler.

Le 4 février 1938, Hitler publia un décret qui déclarait entre autre (document 1915 P S qui sera déposé dans le Livre de Documents à la fin de ma déclaration) ce qui suit :

"A partir de maintenant j'assume directement le commandement de toutes les Forces armées"

Comme mesures ultérieures pour consolider leur contrôle politique, les conspirateurs nazis réduisirent les élections nationales à de simples formalités privées de l'élément de liberté dans le choix. Les élections à proprement parler ne pouvaient avoir lieu dans le système nazi.

H0440 - 0061

En premier lieu la doctrine fondamentale du principe du Fuhrer exigeait que tous les subordonnés soient désignés par leurs supérieurs dans la hiérarchie gouvernementale. Bien que ce soit devenu déjà la pratique, en 1938 une loi stipula de façon bien spécifiée qu'une seule liste de candidats serait soumise au peuple.

A la fin de cette période d'avant guerre, il restait très peu de substance dans les lois des élections, la majorité des clauses principales avait abolie. Par une série de lois et de décrets, les conspirateurs nazis réduisirent les pouvoirs des gouvernements des administrations régionales et locales et les transformèrent essentiellement en subdivisions territoriales du gouvernement du Reich. Avec l'abolition d'assemblées représentatives élues dans les "Lander" (?) et dans les municipalités, les initiatives (?) nationales et locales cessèrent d'exister.

Le 31 janvier 1934, les derniers vestiges d'indépendance régionale furent détruits par les lois pour la reconstruction du Reich. L'accusé Frick, Ministre de l'Intérieur pendant toute cette période, a écrit au sujet de cette loi pour la reconstruction du Reich, ce qui suit :

" La loi de reconstruction abolit les droits souverains et pouvoirs exécutifs des "lander" et fait du Reich le seul représentant des droits de souveraineté. Les pouvoirs suprêmes des lander n'existent plus. Le résultat naturel de ce fait fut la subordination des gouvernements régionaux au gouvernement du Reich et des ministères des régions au Ministère du Reich correspondant. Le 30 janvier 1934, le Reich allemand devint un seul état."

H0440 – 0062

Une autre mesure prise par les conspirateurs nazis pour consolider leur pouvoir politique fut l'élimination des fonctionnaires sur les bases raciales et politiques et leur remplacement par des membres du parti ou par des partisans. Cette épuration fut accomplie par une série de lois et de décrets nazis. La première loi fut passée le 7 avril 1933 et se nomme " loi pour la restauration du service civique professionnel". L'article 3 applique les théories de sang nazi et de " race de seigneurs " stipulant que les fonctionnaires qui n'étaient pas d'origine aryenne devraient être éliminés. L'épuration politique est prévue dans l'article 4 de la loi. Les fonctionnaires, qui à cause de leur activité politique antérieure n'offraient pas de garantie de sécurité pour soutenir les nationaux socialistes sans restriction peuvent être éliminés. Le but de cette loi et les décrets promulgués à la suite fut de remplir tout poste responsable dans le gouvernement par un nazi et d'empêcher la désignation de tout candidat opposé ou soupçonné d'être opposé au programme et à la politique des nazis.

Même le corps judiciaire n'échappa pas à l'épuration des conspirateurs nazis. Tous les juges qui manquèrent à remplir les exigences raciales et politiques des conspirateurs furent rapidement éliminés. En outre, les Nazis établirent un nouveau système de Cour criminelle spéciale, indépendante de juridictions régulières et obeissant directement au programme du parti. En outre, les Nazis controlaient tous les juges par des directives spéciales et par des ordres spéciaux émanant du gouvernement central, leur but étant, comme ils l'exprimaient par un des principaux hommes de loi nazi, de faire du mot terrorisme un mot nouveau et respectable dans le droit pénal.

H0440 - 0063

Au fur et à mesure que leur contrôle s'affermissait, les conspirateurs élargirent énormément les organisations existantes de l'Etat et du parti, établirent un réseau compliqué de nouvelles formations et de nouveaux organismes. Le parti s'étendit comme une pieuvre d'un bout à l'autre de l'Allemagne. Cette évolution fut résumée plus tard, en 1937, dans une déclaration officielle de la Chancellerie du parti comme suit :

" Afin de contrôler toute la nation allemande dans " toutes les sphères d'existence - et je répète, afin de con- " trôler la nation allemande tout entière dans toutes les " sphères d'existances, le S.N.D.A.P., après avoir pris le " pouvoir, établit sous la direction de ses chefs, de nou- " velles organisations affiliées".

Maintenant, j'aimerais déposer devant le Tribunal le livre de documents qui contient les lois et les citations que j'ai mentionnées dans cette partie de mon exposé.

J'aimerais maintenant attirer l'attention du Tribunal sur quelques cas historiques dans la consolidation du contrôle par les conspirateurs.

La première histoire typique dans la consolidation du contrôle par les conspirateurs nazis sur l'Allemagne est la destruction des syndicats libres et l'obtention du contrôle sur les capacités de production de la nation allemande. La situation en Allemagne de la main d'oeuvre organisée à l'époque de l'accession au pouvoir des Nazis, les obstacles que ceux-ci dressèrent au plan nazi, la rapidité avec laquelle ces obstacles furent détruits, la terreur et les mauvais traitements qui vont des attaques jusqu'au meurtre des chefs de syndicats sont complètement définis dans le discours d'ouverture du procureur des Etats-Unis et sont pleinement

H0440 – 0064

exposés dans libre document que je ferai présenter au Tribunal pour cet aspect de l'affaire. Le résultat obtenu par les conspirateurs nazis est pleinement exprimé dans les mots de Ley. La confiance de Ley dans le contrôle efficace des Nazis sur les capacités de production dans l'Allemagne en temps de paix ou en temps de guerre fut déclarée déjà depuis 1936 au congrès de Nuremberg. Je me réfère au document 22.233 qui figurera dans le libre document que je déposerai pour soutenir cette partie du cas. Il déclare :

" L'idée de trop d'usines fait de bons progrès dans les usines et je suis à même de vous signaler, Mon Fuh-
" rer que la sécurité et la paix dans les usinesnsont désor-
" mais garanties, non seulement en temps normal mais aussi
" en temps de crises les plus sérieuses. Des trou-
" bles tels que des grèves dans les usines de munitions menées par les traitres et les confédérés sont désormais hors
" de question. Le National socialisme a conquis les usines.
" Des troupes armées d'usines sont des troupes de choc à l'in-
" térieur de l'usine et leur devise "Le Fuhrer a toujours rai-
" son".

Je désire maintenant déposer devant le Tribunal le livre de documents qui contiennent les documents sur cette phase du complot, c'est-à-dire la destruction des syndicats et le contrôle de toute la main d'oeuvre en Allemagne.

Et en même temps, s'il convient au Tribunal, je désire déposer un libre documents concernant l'affermissement du contrôle en ce qui concerne l'utilisation de la machine politique dont j'avais parlé juste avant d'aborder le problème de la destruction des syndicats.

J'attirerai maintenant votre attention sur la deuxième histoire typique dans l'affermissement du contrôle.

H0440 - 0065

Les conspirateurs nazis compteqde l'influence des églises chrétiennes en Allemagne était un obstacle à leur domination complète du peuple allemand et s'opposaient à leur dogme d'une race supérieure.

Comme l'accusé Martin Bormann l'a déclaré dans un décret secret de la Chancellerie du parti signé par lui et transmi à tous les gauleiters (c'est le document D 75 qui sera déposé dans le livre de documents) il dit ce qui suit :

" De plus en plus, le peuple doit être séparé des " églises, de leurs organisations et de leurs pasteurs. Ce " n'est que lorsque ceci sera arrivé que la direction de " l'Etat aura l'influence sur les citoyens individuels".

En conséquence, les conspirateurs nazis, en cherchant à miner l'influence des églises sur le peuple allemand, entreprirent d'éliminer ces églises. Premièrement, en encourageant des croyances et des pratiques incompatibles avec les enseignements chrétiens. Deuxièmement, des prêtres, des membres du clergé et des membres des ordres monastiques. Cette persécution, comme les preuves documentaires présentées vous le montreront , allait des indignités aux attaques physiques, à l'internement dans les camps de concentration et jusqu'au meurtre. Troisièmement, par la confiscation des biens des églises. Quatrièmement, en supprimant les publications religieuses. Cinquièmement, par la suppression d'organisations religieuses. En plus, ils supprimèrent l'éducation religieuse. Voilà qui est illustré par le décret secret de la Chancellerie du parti que je viens de mentionner, le document D 75 où l'accusé Bormann déclare :

" Aucun être humain ne saurait quoi que ce soit de " la chrétienté si cela n'avait pas été enfoncé en lui au " cours de son enfance par ses pasteurs. Le soi disant "Dieu

H0440 - 0066

" est né" ne donne aucunement une connaissance quelconque
" de son existence aux êtres jeunes, à l'enfance, mais d'une
"manière étonnante en dépit de son omnipotence, il laisse ce
" soin aux efforts des pasteurs. Si par conséquent à l'avenir
" notre jeunesse n'apprend rien de plus de cette chrétienté
" dont les doctrines sont de loin inférieures aux notres, la
" chrétienté s'éteindra d'elle même.

Par la suite, au cours de cette procédure, d'autres preuves documentaires des actes des conspirateurs s'efforçant de miner l'influence des églises chrétiennes seront déposées et en ce moment je présente le livre de documents, pour soutenir cette phase du complot. Nous revenons maintenant à ce qu'on pourrait appeler le troisième cas typique : la persécution des Juifs.

Les conspirateurs nazis adoptèrent et annoncèrent publiquement un programme de persécutions impitoyables des Juifs. Notre intention en ce moment n'est pas de présenter au Tribunal une histoire complète, intégrale, dans tous ses détails écoeurants des plans des conspirateurs nazis et de leurs actes pour l'élimination et pour la liquidation des Juifs d'Europe. Ceci sera fait par la suite au cours de cette procèdure, mais pour le moment notre intention est de présenter devant vous comme l'un des éléments du plan nazi pour l'asservissement de leur contrôle sur l'Allemagne l'action qui qu'ils projetèrent et mirent à exécution en ce qui concerne les Juifs à l'intérieur de l'Allemagne pendant la période d'avant guerre. Pour mettre à exécution leurs mesures politiques d'une race supérieure et pour rassembler les éléments, qui autrement y seraient opposé, derrière nazis la banière nazie les conspirateurs adoptèrent et firent une propagande autour d'un programme de persécution sans relâche des Juifs. Ce programme était contenu dans les 25 points officiels in-

H0440 - 0067

changeables du parti nazi dont 6 étaient consacrés à la doctrine d'une race supérieure.

Les accusés Goering, Hess, Rosenberg, Frank, Frick, Streicher, Von Schirath , Bormann et d'autres accusés ont tous joué un rôle dans la publicité faite autour de ce programme. Au moment où les Nazis ont pris le pouvoir, ce programme du parti est devenu un programme d'Etat officiel. Le premier acte organisé fut le boycottage des entreprises juives décrété le 1er avril 1933. D'accusé Stricher dans une déclaration signée reconnait qu'il était chargé de ce programme seulement pour un jour (naturellement nous nous réservons le droit de soulever des doutes sur ce point).

Les conspirateurs nazis s'embarquèrent alors dans un programme législatif graduel et qui s'écoule du 7 avril 1933 jusqu'à septembre 1935. Pendant cette période, une série de lois fut promulguée écartant écartant les juifs du fonctionnarisme, des professions libérales, des écoles et du service militaire. Il est clair cependant que les conspirateurs nazis avaient un programme infiniment plus ambitieux pour le problème et ne remettaient sa réalisation que pour des raisons d'opportunité. Après le tir de barrage de propagande habituel dans lequel les écrits et les discours de l'accusé Streicher jouaient un rôle essentiel, les conspirateurs nazis déclanchèrent la deuxième période de législation antijuive c'est à dire du 15 septembre 1935 à septembre 1938. Dans cette période, les infâmes lois de Nuremberg furent promulguées privant les Juifs de leurs droits de citoyens, leur interdisant d'épouser des aryenes et les éliminant d'autres professions encore. En automne 1938, les conspirateurs nazis commencèrent à réaliser un programme d'élimination totales des Juifs de la vie allemande. Des mesures prises furent présentées en partie comme des représailles contre la juiverie mondiale au sujet

H0440 - 0068

de l'exécution d'un officier d'ambassade allemand à paris. Contrairementà l'action de boycottage d'avril 1933 où on avait pris d'éviter des violences exagérées, un pogrom soit disant spontané fut organisé et exécuté d'un bout à l'autre de l'Allemagne. Les mesureslégislatives qui suivirent furent discutées et approuvées dans leur forme définitive à une réunion le 12 novembre 1938, sous la présidence de l'accusé Goering, avec la participation des accusés Frick et Funk et d'autres encore. Je mentionne le document 1.816 qui apparaîtra dans le livre de documentation. La réunion fut convoquée en accord avec des ordres d'Hitler demandant que la question juive soit maintenant,une fois pour toutes, coordonnée et réaolue d'une façon ou d'une autre. Les participants tombèrent d'accord sur l'idée que des mesures seraient prises pour éliminer les Juifs de l'économie allemande. Les lois promulguées dans cette période étaient signées essentiellement par l'accusé Goering, dans ses fonctions de député pour le plan de 4 ans et ainsi, strictement en liaison avec leur affermissement du contrôle sur l'économie allemande et la préparation à une guerre d'agression. Ces lois obligeaient tous les Juifs allemands à payer une amende collective d'un billion de Reich marcks ; elles éliminaient les Juifs du commerce et de pas mal de professions ; limitaient les possibilités de déplacement des Juifs à certaines heures; limitaient les heures de vente ou de liquidation des entreprises juives ; forcaient les Juifs à renoncer aux actions qu'ils détenaient ; interdisaient la vente ou l'acquisition d'or ou de pierres précieuses par les Juifs ; permettaient aux propriétaires terriens d'expulser les locataires juifs avant expiration légale du bail et forcaient tous les Juifs de plus de 6 ans à porter l'étoile de David.

Dans la période finale de la croisade antisémite

H0440 - 0069

des conspirateurs nazis à l'intérieur de l'Allemagne, très peu de mesures législatives furent prises. Les Juifs furent tout bonnement livrés aux SS, à la Gestapo et aux divers agents d'extermination. La dernière loi s'occupant des Juifs en Allemagne les mettait entièrement hors la loi, et ordonnait la confiscation par l'Etat des biens des Juifs morts. Cette loi ne révélait que faiblement une situation effective qui existait déjà. Comme le Docteur Schurath, adjoint à l'accusé Frick, le déclara à l'époque : le but de la législation raciale peut être considéré comme accompli déjà, et par conséquent, la législation raciale comme essentiellement parachevée. Elle a conduit à la solution temporaire du problème juif et en même temps a préparé la solution définitive. Bien des règles perdront leur importance pratique au fur et à mesure que l'Allemagne approche de son but final dans le problème juif. Hitler, le 30 janvier 1939, ~~dans~~ dans un discours prononcé devant le Reichtag fit la prophétie suivante :

Le résultat d'une guerre sera l'annihilation, l'extermination de la race juive en Europe.

Je laisserai à d'autres dans ce cas, la tâche de présenter au Tribunal la preuve de la façon dont cette prophétie a été accomplie.

Je présenterai maintenant au Tribunal les documents qui établissent les lois mentionnées dans ce dossier du Ministère Public.

Monsieur le Président LAWRENCE.- Le Tribunal lève maintenant sa séance jusqu'à 10 heures demain matin.